

# La Révolution prolétarienne

Revue bi-mensuelle Syndicaliste Communiste

## SOMMAIRE :

**LE CARNET DU SAUVAGE** : « Une belle illusion ». — La vérité sur la Russie. — Pauvre Pelloutier ! Pauvre Griffuelhes ! (P. Monatte).

La rationalisation, c'est la surexploitation de l'ouvrier

## A bas la Rationalisation!

par UN GROUPE DE SYNDICALISTES

**Des nouvelles de Trotsky : sa vie est en danger**

LETTRE DE L. SOSNOVSKY

**A TRAVERS LES LIVRES** : André Philip : Le problème ouvrier aux Etats-Unis ; Fédor Gladkov : Le Ciment (R. Louzon).

**LA RENAISSANCE DU SYNDICALISME** : Le beau succès des dockers de Rouen (R. Lande). — La quinzaine syndicaliste : Les grévistes d'Halluin seuls dans la bataille. — L'arbitrage obligatoire au moment opportun. — Réponse à une saleté communiste (M. Chambel-land). — Les typos parisiens ne sont pas exclus. — Le Congrès-du Verre (L. M.).

**FAITS ET DOCUMENTS** : Les faits de la quinzaine. — La fin des câbles télégraphiques. — La machine conduit-elle au monopole ? — Le monopole allemand de la presse.



# la Révolution prolétarienne

Revue bi-mensuelle Syndicaliste Communiste  
(Paraissant le 1<sup>er</sup> et le 15)

Rédaction et Administr. 96, Quai Jemmapes PARIS-X<sup>6</sup>

Téléphone : Combat 08-02

Pour ceux qui veulent comprendre et apprendre, la Révolution Prolétarienne publie sur les grands problèmes du mouvement international, sur les batailles ouvrières, sur les questions d'organisation, sur les campagnes de revendication :

## ÉTUDES, ENQUÊTES MONOGRAPHIES, DOCUMENTS,

Elle publie toute une série de rubriques régulières permettant de suivre le mouvement des idées et l'évolution des faits économiques :

Le Carnet du Sauvage  
(P. Monatte)

Les Notes Economiques  
(R. Louzon)

La Renaissance du Syndicalisme  
(Par les militants de la Ligue Syndicaliste)

Parmi nos Lettres  
(De tout et de tous)

A travers les Livres  
(A. Rosmer, B. Ghauffret,  
A. Richard, etc.).

Lettres de l'Internationale  
(De Russie, d'Angleterre, des Etats-Unis, d'Allemagne,  
etc., etc.)

Faits et Documents

### COLLABORATEURS

G. AIRELLE, E. ALLOT, J. AUFRÈRE, J. BALDACCIO,  
E. BERTH, Marthe BIGOT, M. CHAMBELLAND, J. CÉVENOL,  
F. CHARBIT, J. et J. CORNEC, V. DELAGARDE, MAX EMILE,  
FINIDORI, H. FULCONIS, A. GARNERY, B. GIAUFFRET,  
MAX EASTMAN, JEAN GLAIVE, V. GODONNÈCHE, R. HAGNAUER,  
G. LACOSTE, F. LORIOT, R. LOUZON, A. MAHOY, L. MARZET,  
J. MESNIL, P. MONATTE, G. NICOLAS, J. PÉRA, R. W. POSTGATE,  
A. RICHARD, A. ROSMER, R. ROUVIANE, C. TALÈS,  
A. THÉVENON, G. THOMAS, A. VILLEVAL, etc., etc..

### CONDITIONS D'ABONNEMENT

FRANCE, ALGERIE, COLONIES

Six mois..... 20 fr. Un an..... 40 fr.

EXTERIEUR

Six mois..... 26 fr. Un an..... 50 fr.

Adresser toute la correspondance relative à la Rédaction à : L. MARZET.

La correspondance relative à l'Administration aux camarades BUSSEUIL ou BARAT.

(Utiliser pour les envois de fonds notre Compte de Chèques Postaux : Révolution Prolétarienne 734-99.

Permanence pour la Rédaction et l'Administration :  
Tous les jours, sauf le dimanche, de 5 à 7 heures.

# La Ligue Syndicaliste

## SON ROLE

La Ligue Syndicaliste se propose :

1° De travailler à la réalisation de l'unité syndicale, à la reconstitution d'une seule C. G. T. et d'une seule Internationale syndicale ;

2° De sortir les deux C. G. T., l'une de l'ornière de la collaboration gouvernementale, l'autre de l'ornière de la collaboration politique, pour les ramener dans la voie de l'indépendance syndicale hors de laquelle l'unité est impossible ;

3° De faire prédominer dans les syndicats l'esprit de classe sur l'esprit de tendance, de secte ou de parti, afin de réaliser dès maintenant le maximum d'action commune contre le patronat et contre l'Etat ;

4° De participer à l'œuvre d'éducation syndicale en procédant à l'examen des problèmes pratiques et théoriques posés devant le mouvement ouvrier, et en préconisant la formation de Cercles d'études syndicales ;

5° De maintenir vivant le précepte de la Première Internationale d'après lequel l'émancipation des travailleurs ne sera l'œuvre que des travailleurs eux-mêmes.

## SON FONCTIONNEMENT

La Ligue Syndicaliste groupe des syndiqués des deux C. G. T. et des organisations autonomes. Elle ne peut accepter l'adhésion d'organisations syndicales. Les ressources de la Ligue sont constituées par des cartes annuelles de membre vendues 5 francs et par des timbres vendus 1 franc.

Adresser toutes communications relatives à la Ligue Syndicaliste, à son secrétaire : Maurice CHAMBELLAND, 96, quai Jemmapes, Paris-X<sup>6</sup>.

## Conservez la collection de la "Révolution Prolétarienne"

Elle constitue une mine de renseignements indispensables à toute militant révolutionnaire.

Elle a sa place dans toute bibliothèque de Syndicat ou de Cercle d'études.

Il reste un certain nombre de collections des années 1925, 1926, 1927.

Les numéros d'une année : 30 francs.

Reliés « Selflior » : 38 fr. 50 (franco 40 fr. 50).



Reliez vous-mêmes  
"La Révolution Prolétarienne"  
"LE SELFLIOR"

Système perfectionné  
de reliure automatique  
est établi pour relier en un  
volume la collection d'une  
année, même en cours

Prix : 8 fr. 50  
d'abonnement.

Franco ..... 10 fr. 50  
Etranger ..... 13 fr. 50

Vous qui collectionnez la « R. P. »,  
utilisez cette reliure solide, propre et bon marché.



# LE CARNET DU SAUVAGE

## « UNE BELLE ILLUSION »

*La presse a fait un sort à ces déclarations de Laurent, au dernier Congrès des Fonctionnaires :*

« Sur le principe du traitement unique, le Bureau fédéral est très embarrassé. Je l'avoue. Nous pensons que c'est une belle illusion... Toutefois, si cela peut vous satisfaire, votez le principe du traitement unique que ne verront même pas vos arrière-petits-enfants. »

*Une pareille attitude à l'égard du traitement unique témoigne que les fonctionnaires ne se regardent pas comme des ouvriers. C'est bon pour un maçon, un mécanicien, un typo, d'être payés suivant leur travail, qu'ils aient vingt ans ou qu'ils en aient cinquante. Il faut de la hiérarchie et plus de manières entre fonctionnaires! Que l'Administration s'imagine qu'elle a besoin de l'aiguillon de l'avancement à l'ancienneté pour obtenir de ses employés un travail convenable, c'est déjà ridicule. Je ne pense pas que les dirigeants syndicaux des fonctionnaires partagent cette sottise.*

*Il existe une formule dont on s'est beaucoup servi depuis quelques années, Laurent et ses amis comme tout le monde : à travail égal, salaire égal. Laurent a-t-il remarqué qu'elle ne s'applique pas seulement au travail des femmes, au travail des ouvriers indigènes ou étrangers; elle s'applique tout aussi judicieusement au travail des fonctionnaires; elle condamne le système des échelles de traitement.*

*D'après Laurent, nos arrière-petits-enfants ne verront pas le traitement unique chez les fonctionnaires. Quelle illusion et quelle erreur! Mais Laurent lui-même le verra. Il n'aura pas besoin de devenir centenaire pour cela. Ça ne viendra pas d'un coup, ni en un jour, pas plus que les fonctionnaires ne sont venus au mouvement syndical d'un seul coup ni en un jour. Ils ont fait plus de chemin pour venir où ils sont qu'il ne leur en reste à faire pour atteindre le traitement unique, peut-être même pour arriver à la gestion syndicaliste de leurs services une fois la révolution faite, et faite avec leur participation.*

*L'important, c'est de se réveiller, de démarrer; une fois en mouvement, l'allure sera plus ou moins vive, les étapes plus ou moins longues, mais on ne pourra plus se réendormir et retourner à la passivité d'autrefois. L'étape du traitement unique, évidemment, sera plus ou moins longue selon que les jeunes éléments des fonctionnaires, les premiers intéressés, pousseront vigoureusement à la roue, selon aussi que les fonctionnaires mettront plus ou moins de temps à se regarder comme des ouvriers, c'est-à-dire à se dégrader de leurs habitudes administratives et de leur vanité petite-bourgeoise.*

*La prophétie de Laurent n'attendra pas vingt ans le démenti des faits.*

## LA VÉRITÉ SUR LA RUSSIE

*Dans une série d'articles portant ce titre, Cachin en a consacré un (Humanité du 1<sup>er</sup> octobre) à l'opposition communiste russe. Goûtez-en ce paragraphe :*

*Trotsky n'a pas, lui, désarmé. Il maintient son atti-*

*tude de lutte contre l'unanimité des militants du Parti communiste russe. A l'occasion du VI<sup>e</sup> Congrès, il a envoyé aux congressistes de l'Internationale une longue étude pour essayer de justifier son point de vue. Cette étude, faite à loisir, ne comportait pas moins de quatre-vingts pages de texte. Elle a été distribuée aux délégués des sections étrangères, comme à ceux du Parti russe. Cette longue proclamation a été étudiée; Manouïlsky y a répondu, devant le Congrès, une fois de plus, à fond. Et toutes les délégations des cinquante-deux nations représentées, avec une unanimité absolue, ont approuvé la politique et les résolutions du Parti communiste russe, relativement à l'opposition trotskiste.*

*Que contient cette longue étude, de quatre-vingts pages, dans laquelle Trotsky « essaie » de justifier son point de vue? Le public de l'Humanité n'a pas besoin de le savoir. Qu'il se contente d'une réfutation de Cachin, venant après une soi-disant réponse à fond de Manouïlsky. Qu'il se contente de savoir que le tribunal suprême des délégations de cinquante-deux nations s'est prononcé avec une unanimité absolue. La cause est entendue.*

*Non, elle n'est pas entendue. Et il ne s'agit pas d'un simple débat de congrès, mais de tout ce qu'il y a de redoutable derrière ce débat faussé par l'étouffement de la pièce maîtresse. Les effraie-t-elle donc tellement qu'ils la mettent sous le boisseau, qu'ils la réservent aux domestiques des cinquante-deux partis représentés, qu'ils la cachent aux militants et aux membres de ces cinquante-deux partis?*

*Comment pourraient-ils dire la vérité sur la Russie, quand ils ont peur de publier une étude de quatre-vingts pages, qu'ils réfuteront en huit cents pages! Réfutation qui se réfute elle-même par cette mise sous le boisseau.*

*La déportation des plus grands parmi les révolutionnaires russes peut être avalisée par les Cachin, les Semard et les Thorez de cinquante-deux partis communistes, elle n'en reste pas moins un formidable scandale, dont les auteurs et les complices porteront la flétrissure devant l'Histoire. Ils se foutent bien du jugement de l'Histoire! Ils ne se foutent pas du jugement plus prochain des travailleurs, quand ceux-ci comprendront qu'ils ont été trompés, dupés.*

*La lettre de Sosnovsky, reproduite d'autre part, montre la vie de Trotsky en danger. Après sa pensée étouffée, sa vie menacée. Oseront-ils recommencer le coup de Ioffé? Ne pas permettre à Trotsky de se soigner contre la malaria équivaldrait à un assassinat.*

*Les faits s'accroissent, jetant l'inquiétude et l'angoisse dans l'esprit de tous les révolutionnaires. Après le procès du Donetz qui avait démontré l'exactitude du tableau de la vie des ouvriers russes fait par l'opposition, qui avait fait éclater l'inexistence de vrais syndicats et d'un parti avant-garde de la classe ouvrière; après la crise du blé, obligeant la Russie, grenier de l'Europe, à des achats de blé à l'étranger, qui a montré la situation au village, voilà un projet de conces-*

sions à l'industrie privée, des services municipaux. Ce que les municipalités des pays capitalistes organisent elles-mêmes, voilà que la Russie socialiste l'offre aux capitalistes!

Les dirigeants de l'Internationale Communiste peuvent crier au danger de guerre, la première pensée qui s'impose, c'est qu'ils cherchent ainsi à détourner l'attention de leurs erreurs, de leurs fautes, de leurs crimes. L'atmosphère du danger de guerre n'est guère propice à l'auto-critique. Le « taisez-vous et méfiez-vous, les oreilles ennemies vous écoutent » marche de pair avec le bourrage de crânes. Aujourd'hui, comme il y a dix ans, Cachin s'y montre expert.

### PAUVRE PELLOUTIER ! PAUVRE GRIFFUELHES !

Le dernier Comité National de la C. G. T. a donné lieu à une « fête du souvenir », pour rendre hommage à quelques vieux militants, et pour célébrer la mémoire de Pelloutier et de Griffuelhes.

Rendre hommage à Quillent, le modèle de ces militants qui, dans une aile un peu sombre de l'organisation syndicale, passent leur vie à servir la classe ouvrière, rien de plus naturel. Le vieux conseiller juridique de nos syndicats, l'homme qui a fait tant pour la défense des accidentés du travail, a bien mérité qu'on fêtât ses soixante-dix ans.

Mais, il y a des façons de célébrer certaines mémoires qui sont moins heureuses; je dirai même qu'elles équivalent à des outrages.

Le délégué de la Bourse du Travail de Lyon, qui reprocha à Pelloutier, au Congrès des Bourses de 1900, d'avoir accepté un emploi d'enquêteur à l'Office du Travail, fut moins dur à son égard que ne l'a été Jouhaux lorsqu'il s'est permis de dire :

« Pour avoir osé les rapprochements nécessaires avec le monde officiel, il fut, lui aussi, traité de vendu. »

Pelloutier aurait osé les rapprochements nécessaires avec le monde officiel? Mensonge intéressé! Calomnie pour se défendre soi-même. Quel rapport y a-t-il entre l'acceptation, par Pelloutier, d'un emploi à l'Office du Travail et les rapprochements de Jouhaux avec le monde officiel? Certes, il y a trente ans, on ne pouvait imaginer un employé de ministère remplissant tout aussi loyalement qu'un autre travailleur une fonction syndicale, une tâche révolutionnaire. Du chemin a été fait, voyez-vous, Laurent.

Comment Pelloutier avait-il accepté cet emploi? Il l'a conté lui-même :

Je suis entré à l'Office du Travail dans des circonstances bien malheureuses pour moi; l'année dernière, j'étais atteint d'une hémorragie. J'étais couché et presque mourant. C'est alors qu'un ami commun, Georges Sorel, le publiciste connu, alla trouver Jaurès, et lui dit : « Ne pourriez-vous pas trouver une situation à Pelloutier?... » Le Journal du Peuple venait de tomber, j'étais sans situation, très gravement malade; il fallait me tirer d'embarras. Jaurès alla trouver Millerand et on me donna cette place

d'enquêteur, place nouvelle, car à l'Office du Travail, légalement, il ne peut y avoir que deux enquêteurs permanents, les autres ne sont que temporaires.

...Depuis que je suis à cet Office, j'ai fourni la preuve que je suis resté, non pas antiministériel, car je suis anarchiste, mais antigouvernemental, comme je l'ai toujours été; le rapport et l'ordre du jour contre le projet de loi Waldeck-Rousseau sur les Syndicats professionnels, c'est moi qui en suis l'auteur; de même pour la résolution adoptée contre le projet Guieysse sur les retraites ouvrières. Je combattrai encore demain toutes propositions émanées du gouvernement qui me paraîtront entraîner les travailleurs sur la voie du parlementarisme. »

Rien de commun entre l'organisation du marché du travail par les Bourses du Travail, suivant la conception de Pelloutier, et les conceptions de collaboration gouvernementale de Jouhaux. Pelloutier voulait vider l'Etat de ses attributions au bénéfice des syndicats. Jouhaux veut au contraire vider les syndicats de leurs attributions au bénéfice de l'Etat.

Non, la C. G. T. d'aujourd'hui ne prolonge pas l'œuvre de Pelloutier et de Griffuelhes; elle la détruit. Le grand rôle que Pelloutier attachait à l'organisation locale, à la Bourse du Travail, on dirait aujourd'hui à l'Union départementale, est abandonné, piétiné. N'est-ce pas Jouhaux qui disait encore à ce dernier Comité national que les Unions départementales ne doivent plus avoir de vie propre, mais être les simples filiales administratives de la C. G. T.?

Le jugement de Pelloutier, de Griffuelhes, s'ils étaient encore vivants, « ne serait sans doute pas ce que d'aucuns prétendent » a dit encore Jouhaux.

Son jugement sur les méthodes nouvelles de la C. G. T., Griffuelhes l'a exprimé dans une interview publiée par l'Humanité en septembre 1920. L'a-t-on déjà oublié? Il est catégorique :

« On aura beau l'examiner à la loupe et la découper au scalpel, la résolution d'Amiens, pas une de ses phrases, pas un de ses mots n'autorisait le voyage à Washington de Dumoulin et de Jouhaux! Pas plus que la participation à ce B.I.T. qui est une concurrence déloyale faite par la pseudo-Société des Nations au prolétariat international! Pas plus que cette mirifique invention du Conseil national économique dont Clemenceau se gausse encore! Pas plus que tant de choses qui se passent tous les jours et qui nous font frémir, nous les vieux! »

L'acceptation de la rationalisation « participerait du raisonnement de Griffuelhes ». Encore une affirmation de Jouhaux qui fausse radicalement la pensée de l'ancien secrétaire de la C. G. T. C'est du dehors, par la lutte implacable et incessante qu'il voyait le patronat contraint de moderniser la production. Cela ressemble-t-il aux parloties avec le patronat, au Conseil économique et ailleurs?

Oui, il se passe tous les jours bien des choses qui font frémir les vieux!

Pierre MONATTE.

La rationalisation, c'est la surexploitation de l'ouvrier

# A BAS LA RATIONALISATION!

« Rationalisation », tel est le mot à la mode, le remède universel qui doit guérir tous les maux, ceux des bourgeois comme ceux des ouvriers.

Rationalisons, disent les capitalistes, pour surmonter les difficultés que nous créent la concurrence de nos firmes et la diversité de leurs produits, pour imposer les prix de vente maximum et dans le même temps diminuer les prix de revient, pour éviter les crises qui guettent nos entreprises, pour augmenter nos profits, pour consolider notre domination.

Rationalisons, proclament de prétendus savants au service du capital : il faut une organisation scientifique du travail, il faut supprimer les mouvements inutiles, il faut accroître la productivité des ouvriers en diminuant leur fatigue. Vive le Progrès!

Ne nous opposons pas à la rationalisation, disent certains fonctionnaires de syndicats, car la rationalisation ce sera l'accroissement du bien-être de l'ouvrier par la possibilité d'atteindre les hauts salaires

américains, et d'autre part, l'ouvrier ne doit pas tenter d'arrêter l'évolution, d'empêcher le Progrès!

Opposons-nous à la rationalisation, disent d'autres fonctionnaires de syndicats, parce qu'elle est la rationalisation capitaliste, mais ne la combattons pas en tant que rationalisation; demain, la rationalisation communiste se fera au profit exclusif de la classe ouvrière, maîtresse du pouvoir.

Qu'est-ce donc que la « rationalisation »? Qu'est-ce qui se cache sous ce mot magique? Ne seraient-ce pas simplement des mesures qui n'ont pour but que d'accroître l'exploitation de l'ouvrier? Telle est la question à laquelle nous voulons répondre.

Sous le nom de rationalisation, on englobe des choses fort différentes, l'obscurité et la confusion étant toujours ce qu'il y a de plus propice aux mauvais coups. Pour y voir clair, examinons séparément et successivement chacune de ces choses.

## La Standardisation

Prenez dix bicyclettes que vous rencontrerez dans la rue, et regardez-en les pédales; il y a des chances que vous ne trouviez pas deux paires de pédales (même sur des bicyclettes de même marque) qui soient identiques. Faites la même expérience sur les brosses à dents; demandez à vos copains qui possèdent des brosses à dents de vous les montrer: autant vous avez de copains, autant vous trouverez de brosses à dents différentes.

Et il en est ainsi pour un assez grand nombre d'objets. Il en est fabriqué un nombre considérable de modèles, ne différant souvent l'un de l'autre que par un détail insignifiant, de couleur, de forme, de taille, qui, manifestement, est sans importance au point de vue de l'usage auquel l'objet est destiné. Les fabricants de cycles de St-Etienne fabriquent des centaines de modèles de pédales; les broseries de l'Oise, des milliers de modèles de brosses à dents, ainsi que de brosses à cheveux et de brosses à vêtements. Il est évident que ce nombre pourrait être réduit, sans dommage pour le consommateur.

Ne fabriquer d'un objet quelconque qu'un certain nombre de modèles-types, présentant entre eux des différences importantes, justifiées par des raisons sérieuses, des modèles « standard », selon l'expression anglo-américaine, telle est la « standardisation », l'une des mesures comprises dans la rationalisation.

Si la rationalisation se bornait à la standardisation, nous n'aurions pas grand'chose à en dire. Que les fabricants de cycles s'entendent pour réduire le

nombre de leurs modèles de pédales, de guidons ou de fourches, ou bien que la maison Gibbs, ayant réalisé plus ou moins le trust de la broserie, ne fabrique plus qu'un type de brosse là où l'on en fabriquait des centaines, cela nous serait indifférent si cette standardisation n'était pas une mesure préliminaire à d'autres, qui, elles, touchent directement aux intérêts les plus profonds de l'ouvrier.

Remarquons seulement que, si la standardisation est une économie, — car il est plus économique de fabriquer 1.000 pédales identiques que 1.000 pédales en 10 modèles différents — elle n'est pas un progrès. Tout au contraire! Le progrès, c'est la recherche du mieux, la recherche de l'outil le mieux adapté à sa fonction ou de l'objet qui convient le mieux à son usage. Or, la standardisation qui fixe obligatoirement, **ne varietur**, certains types dont il est interdit de s'écarter, entraîne par cela même l'abandon de la recherche de modèles plus perfectionnés. La standardisation ne peut donc s'appliquer, sans dommage pour le progrès, que dans les industries en état de stagnation technique.

Il y a une grande industrie en France, qui est déjà très standardisée: celle de la construction automobile. Citroën, pendant plusieurs années, n'a fabriqué qu'un seul châssis. Mais cela n'est possible que parce que la technique de l'auto est actuellement arrivée à un point mort. Cela eût été impossible il y a seulement 20 ans. Dans les débuts de l'auto, les vieux mécanos s'en souviennent, on découvrait cha-

que jour que quelque chose « n'était pas ça » ; chaque jour, on s'apercevait que certains problèmes n'étaient pas résolus ou ne l'étaient qu'imparfaitement, et leur solution conduisait à de nouveaux problèmes qu'il fallait résoudre à leur tour. Il en résultait constamment de nouveaux types de voitures, chacun n'étant très souvent tiré qu'à un petit nombre d'exemplaires parce qu'un nouveau perfectionnement obligeait, à peine un modèle en vente, à en créer un autre. Que la standardisation, que la construction en « grande série » se soient établies à cette époque, et nous en serions toujours aux vieux tacots.

C'est pour la même raison que pour certaines industries, qui n'ont de raison d'être qu'à condition de se renouveler constamment, de créer constamment du nouveau, toute standardisation ne serait rien autre chose qu'un arrêt de mort, ou tout au moins amènerait chez elles une diminution formidable de la production. Parmi elles, au premier rang, la plus vieille et la plus importante des grandes industries, celle du monde qui occupe le plus d'ouvriers : l'industrie textile.

Voyez-vous des tissus standardisés ! Uniformes et constants ! Pour l'armée peut-être, mais pour le ci-

vil ! La vie d'une maison de tissus ne consiste précisément qu'à créer, créer toujours, constamment, des tissus nouveaux. Chiffre d'affaires, bénéfices, ne dépendent que de cela. Chaque année, chaque saison, chaque fabricant doit inventer de nouveaux modèles, différant par tout : grosseur des fils, nature des fibres, texture, dessin, coloris, de ceux qu'il a fabriqués la saison précédente, et de ceux que fabriquait, cette année même, ses concurrents. Standardisez les lainages : c'est la mort immédiate de Roubaix ! Standardisez la soierie : c'est la mort immédiate de Lyon ! Et il en est ainsi pour presque tous les grands centres textiles, surtout français, qui ne vivent qu'à la condition d'inventer et de se renouveler sans cesse.

La standardisation est donc le plus redoutable adversaire du progrès ; les économies qu'elle peut permettre de réaliser dans quelques industries momentanément en état de stagnation technique, par la suppression d'une diversité qui s'est créée durant la phase de progrès technique et maintenant devenue inutile, ne sauraient nous empêcher de voir le danger considérable qu'elle constitue dès qu'on tente de la généraliser, dès qu'on veut l'appliquer à toutes les industries.

## La Concentration

Voilà un siècle que communistes et socialistes ont parlé pour la première fois de « concentration capitaliste ». Depuis un siècle, ils ne cessent de montrer que le régime capitaliste aboutit inévitablement, par l'absorption ou la disparition des entreprises petites ou moyennes, à la constitution d'entreprises de plus en plus puissantes, de plus en plus concentrées. La production, au lieu d'être le fait d'une multitude de patrons indépendants, devient de plus en plus le monopole d'un petit nombre de gigantesques firmes.

Longtemps la bourgeoisie a nié le fait ; et s'il lui arrivait de le reconnaître comme un phénomène exceptionnel, elle le dénonçait comme un mal, en faisait presque un délit auquel il fallait s'opposer par tous les moyens. Depuis la guerre, le phénomène a pris une telle ampleur, qu'il n'est plus possible de le nier ; la bourgeoisie a alors, à son égard, fait complètement volte-face. Cette concentration qu'on considérait, il y a quinze ans encore, comme une calamité, on la salue maintenant comme un sauveur ! Loin de s'y opposer, on trouve qu'elle ne va pas assez vite ! Seulement, au lieu de l'appeler par son nom, au lieu de dire : concentration capitaliste, on dit simplement : mesure de rationalisation.

La concentration de la production, par fusion de plusieurs entreprises en une seule, et par ententes entre les entreprises qui subsistent, tel est, en effet, le second article de l'évangile des rationalisateurs.

Que la concentration permette une production plus économique, qu'une grande entreprise puisse souvent produire à meilleur marché qu'une petite, nous n'y contredisons point. Mais ici, comme pour la standardisation, économie ne veut pas dire progrès.

La grande entreprise n'est point propice à l'invention, donc au progrès technique véritable. Elle

met en œuvre ce que d'autres ont inventé, mais elle n'invente guère ; elle peut perfectionner progressivement, dans le détail, telle ou telle méthode, telle ou telle technique, mais les grandes inventions, les choses vraiment nouvelles, les découvertes qui révolutionnent la technique, ce n'est pas dans les grandes boîtes qu'il faut compter les voir éclore. Tout comme les monopoles d'Etat, et pour les mêmes raisons, ce qui les caractérise, c'est la timidité et la routine. Les monopoles d'Etat ne sont point timides et routiniers parce qu'ils sont d'Etat, — mais parce qu'ils sont grande entreprise. N'osant s'engager qu'à coup sûr à cause même de l'importance de ses capitaux, la grande entreprise n'est point propice à l'invention, la vraie invention qui s'écarte des chemins battus, par conséquent des chemins sûrs, l'invention qui doit subir cent échecs avant de trouver la réussite. Dans la grande entreprise, tout doit être au moule, tout doit être « standardisé », personnel comme matériel ; il n'y a point de place pour l'originalité créatrice. Voyez-vous un Bernard Palissy ingénieur à St-Gobain !

Pas plus que la standardisation, la concentration n'est donc un facteur de progrès ; tout au contraire.

Mais la concentration signifie aussi autre chose. Elle signifie la suppression de la concurrence. Les rationalisateurs n'en font point mystère. Ce qu'ils voient surtout dans la concentration, c'est la réduction du nombre des entreprises à un nombre suffisamment petit pour qu'elles puissent facilement s'entendre, afin de supprimer, nationalement et internationalement, toute concurrence entre elles, soit par fixation d'un prix commun au-dessous duquel chacune s'engage à ne pas vendre, soit en réservant à chacune d'elles l'exclusivité de la vente dans telle ou

telle région, soit encore en assurant à chacune telle ou telle partie des débouchés mondiaux. Dans tous les cas, il y a établissement d'un monopole de fait.

Mais alors, l'économie qui va pouvoir résulter de la concentration, de la production dans des usines plus grandes, ou dans des usines plus exclusivement affectées à un produit déterminé, où va-t-elle aller? A qui va-t-elle profiter?

Si la concurrence subsistait, on concevrait que toute diminution du prix de revient serait rapidement amenée à se traduire par une diminution du prix de vente, et profiterait ainsi finalement au consommateur. Mais, du moment qu'il y a monopole, du moment que le fabricant d'un produit est seul à le vendre, ou que les autres fabricants se sont engagés à ne pas vendre au-dessous de son prix, comment ce fabricant serait-il assez stupide, lorsqu'il réalise une économie dans sa fabrication, pour baisser d'autant son prix de vente! Pas plus que le

Monopole des Tabacs français ne baisse le prix du « caporal » quand il réalise une économie dans sa fabrication; pas plus ne le fera un monopole privé de tel ou tel produit.

En l'absence de concurrence, le prix de vente est indépendant du prix de revient. La concentration s'accompagnant du monopole, les diminutions du prix de revient qu'elle procure, accroîtront le profit des industriels, et ne diminueront pas d'un sou la charge des consommateurs.

Standardisation et concentration n'ont donc point les avantages qu'on leur prête. Mais elles en ont un immense, c'est de faciliter l'application de ce qui constitue la troisième partie de la rationalisation, ce qui en est la partie centrale, la partie fondamentale, celle qui accroîtra réellement et considérablement les profits du capitalisme, parce qu'elle accroît considérablement l'exploitation de l'ouvrier; c'est le taylorisme.

## Le Taylorisme

Par taylorisme, il faut entendre le développement et la généralisation de ce qui avait déjà été quelque peu tenté en France, avant guerre, sous le nom de système Taylor.

En quoi consistent le système Taylor et tous ses dérivés?

On aura beau essayer de donner le change par toutes sortes de considérations plus ou moins savantasses, le système Taylor et ses pareils consistent uniquement en ceci : faire travailler l'ouvrier le plus rapidement possible, c'est-à-dire obtenir de l'ouvrier, dans une heure, la plus grande quantité possible de travail. C'est cela le système Taylor, et ce n'est rien d'autre.

A vrai dire, ce n'est pas une nouveauté. Toujours le patron a cherché à obtenir la vitesse de travail maximum, mais ce que Taylor et ses successeurs ont fait, c'est perfectionner les méthodes employées dans ce but.

Ayant Taylor, le moyen d'obliger l'ouvrier au travail le plus intensif, consistait dans le travail à la tâche. En payant chaque ouvrier selon sa production, à la pièce, et non à la journée, on obtenait de lui l'effort maximum, on obtenait qu'il « se crève à la tâche », afin d'accroître le plus possible son salaire. Eh bien! le taylorisme, c'est simplement le perfectionnement du travail à la tâche, un travail à la tâche si bien combiné qu'il oblige l'ouvrier à « se crever » encore davantage.

Pour cela, le taylorisme emploie trois moyens principaux :

### LES METHODES DE SALAIRES

Le premier consiste dans le mode de fixation des salaires.

Avec le travail à la tâche ordinaire, non taylorisé, l'ouvrier est payé proportionnellement au nombre de pièces qu'il fait; s'il fait 100 pièces, il touche un certain salaire, s'il en fait 110, il touche un sa-

laire de dix pour cent supérieur. Dès lors, chaque pièce, faite en plus ne procure qu'un supplément de salaire relativement minime; il s'en suit que l'ouvrier fournira un effort sérieux afin d'avoir un nombre suffisant de pièces dans sa journée pour se faire un salaire convenable; mais si, pour arriver à produire 3 ou 4 % de plus, par exemple, ce qui n'augmenterait son salaire que de 3 à 4 %, il lui faut fournir un effort supplémentaire considérable — car il arrive toujours un moment où une augmentation, même légère de la production, ne peut s'obtenir que moyennant un accroissement considérable de la fatigue, — il ne fournira pas cet effort : le jeu n'en vaut pas la chandelle. Le travail à la tâche ordinaire oblige donc à un effort maximum, mais à un effort maximum normal, si l'on peut dire, celui au delà duquel l'accroissement de la fatigue devient hors de proportion avec l'augmentation de la production.

Eh bien! c'est cet effort maximum normal que le taylorisme entend dépasser; c'est cette production supplémentaire, qui ne peut être obtenue qu'avec un accroissement d'effort et de fatigue extraordinaire, que Taylor entend arracher. Pour cela, il a imaginé de payer l'ouvrier plus que proportionnellement au nombre de pièces exécutées : celui qui aura fait 110 pièces touchera plus que 10 % de plus que celui qui n'a fait que 100 pièces.

Dans ce but, un assez grand nombre de systèmes, qui aboutissent tous au même résultat, ont été établis. En voici un par exemple : l'ouvrier qui a fait 100 pièces est payé tant la pièce, celui qui en fait 110 a chacune de ses 110 pièces payée à un prix supérieur à celui de la pièce de l'ouvrier qui n'en a fait que 100. Ainsi, pour un léger surplus de production, l'ouvrier peut accroître de façon notable son salaire. Il s'ensuit que, si les échelles sont bien établies, si un accroissement sensible de la rémunération intervient dès que l'ouvrier produit plus que ce qu'il pourrait produire avec un effort maximum normal, le travailleur, afin d'obtenir cette aug-

mentation relativement élevée, fournira plus que son effort normal, n'hésitant pas à s'épuiser, à se vider complètement, pour exécuter 2, 5, 10 % de pièces de plus, ce qui augmentera de 5, 15, 40 % sa journée.

Le patron aura alors atteint son but; il aura tiré de ses ouvriers plus que le maximum; il les aura obligés à un effort proprement surhumain. Et comme, en définitive, malgré la production augmentée, les salaires se retrouveront bientôt aux niveaux précédents, — car, ainsi que chacun le sait par expérience, les prix de la pièce sont baissés dès que par l'augmentation de leur production, les ouvriers se font des journées trop élevées, — le capitalisme obtient par ce moyen, pour le même salaire, une production accrue, d'où accroissement de son profit.

### LA CHAÎNE

Si puissant que soit l'amour du gain, si fort que soit chez le travailleur le désir d'apporter chez lui une semaine convenable, la volonté pourtant peut défaillir, — un moment d'abandon peut faire ralentir un instant l'effort, diminuer de quelques unités la production. Pour obvier à cela, le taylorisme double la volonté de l'ouvrier d'un support matériel, d'une machine qui, elle, ne connaît pas de faiblesse, obligeant l'ouvrier, coûte que coûte, à suivre sa propre cadence. L'ouvrier ne peut plus alors arrêter son effort un seul instant; il est pris dans l'engrenage de la machine.

Le type de ces machines est la chaîne. La chaîne, qui laisse l'objet à façonner devant l'ouvrier juste le temps nécessaire pour que celui-ci puisse faire l'ouvrage en donnant tout ce qu'il peut, réalise la mécanisation du travail à la tâche. C'est là son seul rôle. Elle ne procure aucune économie de travail; loin de diminuer le travail à fournir pour la fabrication de l'objet, elle l'accroît, au contraire, par le travail que nécessite son propre déplacement; elle supprime, il est vrai, le travail que représente le déplacement de l'ouvrier allant d'un objet à l'autre, mais ce déplacement, pour l'ouvrier, loin d'être un travail, représente, en réalité, un déassement de son organisme.

La mécanisation du travail à la tâche par l'introduction de machines, qui n'ont plus pour but, comme les anciennes machines, de diminuer la quantité de travail nécessaire à la fabrication d'un objet, mais seulement de tirer le plus grande quantité possible de travail de l'ouvrier, tel est le second procédé du taylorisme.

### L'ORGANISATION ANTISCIENTIFIQUE DU TRAVAIL

Il en reste un troisième. C'est le plus trompeur, le plus hypocrite; celui sur lequel insistent avec le plus de complaisance les thuriféraires du taylorisme, parce qu'il est le plus facile à présenter comme un progrès, un progrès qui ne nuit en rien à l'ouvrier, un progrès qui ne consiste qu'à appliquer les méthodes « scientifiques » au travail, — alors qu'en réalité, il est ce qui a été imaginé de plus terrible pour l'ouvrier et la négation même de la science.

Ce procédé consiste à examiner la série des mouvements qu'exécute l'ouvrier pour faire un travail

donné, puis à obliger celui-ci à supprimer tous ceux de ces mouvements qui sont inutiles ou tout au moins que le patron juge tels. Ainsi, dit-on, on supprime les pertes de temps sans dommage pour personne; on fait œuvre « scientifique ».

Pur sophisme! Et il convient de féliciter hautement les savants du Laboratoire de Physiologie du Travail au Conservatoire des Arts et Métiers, qui, malgré leur situation officielle, n'ont pas hésité à le dénoncer comme un sophisme.

En effet, les mouvements inutiles que Taylor veut supprimer, sont des mouvements, il est vrai, inutiles pour le travail à exécuter, mais non pour l'organisme. Ce sont des mouvements pendant lesquels l'organisme se délasse, se détend, se repose, et, si vous les supprimez pour ne laisser que les mouvements « utiles », qui vont d'ailleurs se trouver de ce fait réduits à un très petit nombre, toujours les mêmes, vous augmentez considérablement la fatigue de l'organisme.

Nous venons d'en donner un exemple à propos du travail à la chaîne : quand il n'y a pas de chaîne, quand ce n'est pas l'objet qui se déplace pour venir devant l'ouvrier, immobile toute la journée, mais l'ouvrier qui, une fois l'objet fini, se déplace pour aller travailler devant un autre, ce déplacement de l'ouvrier, que le taylorisme considère comme inutile, est, certes, une perte de temps, mais non une perte pour l'organisme, qui récupère une partie de ses forces par le déassement que ce déplacement lui procure.

Un autre exemple, pris parmi les plus célèbres applications du système Taylor. Le briqueteur ordinaire, qui construit un mur, a les briques à ses pieds, et à chaque brique se baisse pour la ramasser avant de la poser sur le mur; le briqueteur taylorisé a, lui, les briques sur un plateau à portée de sa main, où il les prend successivement sans avoir à se baisser. L'économie de temps est incontestable; le second briqueteur posera sans aucun doute, à l'heure, plus de briques que le premier, mais la question est de savoir si, pour 1.000 briques posées, le briqueteur taylorisé n'est pas plus fatigué que le briqueteur ordinaire. Les physiologistes prétendent avec raison que l'alternance des mouvements du tronc pour le ramassage des briques avec ceux du bras pour le maniement de la truelle, est infiniment moins fatigante que l'un de ces mouvements pratiqué seul, indéfiniment répété. Ce n'est, d'ailleurs, là, qu'un fait d'expérience de chaque jour, que chacun de nous a pu constater sur lui-même, et qui constitue l'A. B. C. de tout professeur de culture physique.

Mais qu'importe au tayloriste que la fatigue soit doublée si le temps est réduit, puisque c'est au temps seulement, et non à la fatigue, qu'est payé l'ouvrier!

Taylor prétend traiter l'organisme humain comme une machine; il déclare que cela seul est scientifique. Eh bien, nous n'y contredisons point. Qu'il traite l'homme comme une machine, mais qu'il le traite réellement ainsi. Qu'il cherche à accroître le « rendement » de l'homme, mais au sens véritable, scientifique, du mot, au sens où l'on entend le mot « rendement » pour une machine. Le rendement d'une machine, c'est le rapport du travail qu'elle fournit au travail qu'elle consomme, et non le temps qu'elle met à accomplir un travail. Lorsque pour



faire un certain travail une machine consomme moins d'énergie, sous forme d'une moindre consommation de charbon, d'électricité, etc., son rendement est meilleur, il y a économie ; si, au contraire, une machine fait deux fois plus de travail à l'heure qu'une autre, mais en consommant quatre fois plus, son rendement est inférieur à celui de l'autre, c'est celle qui produit le moins qui est la plus économique. Il en est de même pour l'organisme humain. Pour connaître son rendement, il faut mesurer le travail qu'il fournit non par rapport au temps où il le fournit, mais par rapport au travail qu'il dépense pendant ce temps, c'est-à-dire par rapport aux réactions chimiques qui se produisent dans son organisme durant le temps de son travail, — réactions chimiques se traduisant par une perte de sa substance qui se manifeste par de la fatigue, et qui nécessite une régénération des tissus d'autant plus grande, par le moyen d'une plus forte alimentation ou d'un repos plus long.

Or, dans les cas où on a pu mesurer avec suffisamment de précision, la quantité d'énergie organique, dépensée dans un travail donné, tel qu'il s'exécute traditionnellement, d'après l'expérience

accumulée par la suite des générations, on a constaté que cette quantité d'énergie est la plus petite possible, qu'il n'est pas possible de faire le même travail avec une dépense d'énergie réellement moindre. Dès lors, lorsqu'on veut apporter un changement au mode de travail traditionnel, il faut d'abord démontrer, si l'on veut agir scientifiquement, non point que le nouveau mode de travail permet de gagner du temps, ce qui, au point de vue scientifique ne signifie rien, mais qu'il peut s'exécuter avec une dépense moindre pour l'organisme (1).

Mais s'il est aussi absurde de mesurer le rendement du travail humain au chronomètre que ce le serait de mesurer au chronomètre le rendement d'une machine à vapeur, une telle absurdité n'en est pas moins baptisée « science » par les porte-parole du patronat ! C'est qu'il n'est pour eux d'autre science que celle de l'exploitation de l'ouvrier ; or, qu'importe pour les dividendes que le rendement véritable de l'homme, son rendement social, soit diminué ; qu'importe que le travailleur soit usé avant l'âge, qu'à 40 ans il soit déjà un vieillard, puisqu'il y a toujours pour le capital de la nouvelle chair jeune à dévorer !

## Rationalisation, rançon des 8 heures

C'est dans la réduction des heures de travail obtenue après la guerre sous la double pression des grandes grèves d'avant-guerre et des menaces révolutionnaires de l'après-guerre, qu'il faut chercher l'origine et la raison de l'actuelle campagne pour la rationalisation.

Chaque fois que la classe ouvrière parvient à une diminution de son exploitation par une réduction de la journée de son travail, le patronat tente aussitôt de prendre sa revanche par une augmentation de l'intensité du travail pendant les heures de travail. Si, par un effort accru, l'ouvrier produit en 8 heures ce qu'il produisait auparavant en 10, il est clair que le patron ne perd rien ; mais il est non moins clair que

l'ouvrier, lui, ne gagne rien : à quoi lui sert de ne travailler que 8 heures, si, au bout de 8 heures de ce travail intensif, il est aussi fourbu qu'il l'était après 10 heures d'un travail plus tranquille ?

Dès la première réduction légale de la journée de travail, qui eut lieu en Angleterre en 1832, les patrons se rattrapèrent en accroissant l'intensité du travail, et les témoignages contemporains (2), même les plus bourgeois, établissent que malgré la journée réduite, le sort de l'ouvrier à cause de ce travail intensif était pire qu'auparavant. L'histoire recommence : par la rationalisation le patronat veut ramener l'exploitation de ses salariés au delà même de ce qu'elle était avant les 8 heures.

## Rationalisation, baisse des salaires

Mais si la rationalisation revient à allonger la journée de l'ouvrier, entraînera-t-elle au moins, par compensation, l'élévation des salaires ?

Que ce soit la standardisation des produits, la concentration des entreprises ou simplement l'épuisement des forces de l'ouvrier, toute la rationalisation présente un caractère unique : elle accroît la production pour un même nombre d'ouvriers, ou, ce qui revient au même : pour une même production elle diminue le nombre des ouvriers.

Comment, dans ces conditions, prétendre que la rationalisation peut entraîner une augmentation de salaires !

Où a-t-on vu que parce que la production augmente, le salaire de l'ouvrier augmente ? L'augmentation de la production ne signifie par elle-même qu'augmentation du profit pour la classe capitaliste, augmentation des moyens de jouissance et de luxe

pour la classe capitaliste, mais pour elle seule. Si la bourgeoisie entend faire produire à l'ouvrier davantage, il est bien évident que c'est pour son profit à elle, et non pour le profit de l'ouvrier. Toute l'expérience historique d'ailleurs le démontre. Il y a eu une époque où la puissance de production de l'ouvrier a considérablement augmenté, infiniment plus qu'elle ne pourra le faire avec toutes les mesures de rationalisation, c'est l'époque de la Révolution indus-

(1) Il n'est naturellement pas aussi facile de mesurer la dépense de l'organisme humain que celle d'une machine à vapeur ou d'un moteur électrique. Cependant on est parvenu à construire des appareils qui paraissent pouvoir le faire avec une approximation suffisante dans quelques cas simples.

(2) En voir la reproduction dans le chapitre XIII du « Capital » de Karl Marx.

truelle, cette période de la fin du XVIII<sup>e</sup> et du début du XIX<sup>e</sup> siècles, où l'invention des premières machines, notamment de la machine à vapeur, permit d'accroître dans des proportions inimaginables la production du labeur humain. Or, il n'est point d'époque de plus grande misère. L'âge précédent, celui où l'artisan, réduit à des outils primitifs mis par la seule force de ses bras, ne produisait que relativement peu, fut pour le travailleur un âge d'or comparativement à l'époque qui suivit l'introduction du machinisme.

Non! le salaire de l'ouvrier, le niveau de vie que ce salaire lui permet d'atteindre, ne dépend nullement de sa productivité; il ne dépend que d'une chose : de la force de l'ouvrier, de la force relative du prolétariat et du patronat. Lorsque la classe ouvrière est forte, elle obtient de quoi vivre à peu près dignement; lorsqu'elle est faible, elle pourra produire cent fois plus, elle n'obtiendra que moins que ce qu'elle avait auparavant.

## Vive le Progrès ! A bas la Rationalisation !

Qu'on ne s'y trompe pas ! Qu'on ne vienne pas nous raconter des sornettes ! Qu'on ne vienne pas dire que nous sommes contre le progrès parce que nous sommes contre la rationalisation ! La rationalisation, nous l'avons montré, est l'inverse du progrès ; elle est la négation même des vérités scientifiques les plus élémentaires. Il ne suffit pas de baptiser l'irrationnel : « rationalisation », pour le rendre rationnel ! C'est parce que nous sommes pour ce qui est rationnel, c'est parce que nous sommes pour la raison et pour la science, c'est parce que nous sommes **pour** le progrès, que nous sommes **contre** la « rationalisation ».

Jamais la classe ouvrière ne s'est élevée contre le progrès ! Jamais, même lorsqu'elle devait souffrir momentanément du progrès, elle n'a dit : « Arrête » au progrès. La première grande organisation ouvrière, « l'Association Internationale des Travailleurs », le déclara expressément par la voix même de sa section française, il y a déjà plus d'un demi-siècle, dans un manifeste fameux.

Mais il n'y a progrès que lorsqu'il y a diminution de la quantité de travail nécessaire à la fabrication d'un objet. Une machine qui, tous comptes faits, permet de fabriquer un objet en 1 heure de travail, au lieu de 2 heures, est un progrès. Contre ce progrès, contre le machinisme ou toute méthode de travail

La productivité de l'ouvrier est donc sans influence directe sur le salaire ; cependant elle a sur lui une influence indirecte, mais une influence d'un sens exactement contraire à ce qu'on prétend.

Avec la rationalisation, on produira autant avec moins d'ouvriers; qu'est-ce à dire, si ce n'est qu'à chaque moment donné, pour la production nécessitée par les besoins à ce moment là, il faudra moins d'ouvriers ? Donc : davantage d'ouvriers inoccupés, davantage de chômage. Or, chacun sait que rien ne diminue autant la force revendicatrice de la classe ouvrière que l'existence d'un grand nombre de chômeurs, « armée de réserve » prête à fournir ses bras à vil prix pour ne pas mourir de faim. Quand il n'y a pas de chômage, on peut faire grève avec des chances de victoire ; avec du chômage, le sort d'une grève est beaucoup plus aléatoire.

Ainsi la rationalisation aboutit à faire s'esquinter davantage l'ouvrier pour qu'en définitive il soit payé moins.

qui permet de réduire la quantité de travail, la classe ouvrière, pas plus aujourd'hui qu'hier, n'entend se dresser ; mais les machines, les procédés de travail, qui n'ont pas pour but de diminuer la quantité de travail, mais seulement d'obliger l'ouvrier à un effort plus grand, ça, ce n'est pas le progrès ! Or c'est cela la rationalisation.

Non seulement le taylorisme, mais aussi la standardisation et la concentration, car elles n'ont toutes deux, en réalité, pour but que de rendre possible le taylorisme. Celui-ci, en effet, que ce soit pour la fixation de la progression des salaires, ou pour l'établissement d'une chaîne ou d'une méthode de travail, nécessite pour chaque objet une étude assez longue et assez coûteuse; il faut donc, pour que l'économie réalisée ensuite sur l'ouvrier ne soit pas mangée par les frais de cette étude, que ces frais puissent se répartir sur un nombre considérable d'objets, tous identiques à celui pour lequel l'étude a été faite. D'où la nécessité d'une production par grandes, très grandes séries, que permettent seules la standardisation et la concentration.

La rationalisation forme donc tout entière un bloc, un bloc dressé contre le progrès. Et c'est pourquoi, au nom du progrès, nous nous dressons contre la rationalisation.

## « Va lentement »

Pour lutter contre elle, et particulièrement contre le taylorisme, qui nous menace le plus directement, et contre lequel notre action directe peut être plus efficace, il n'est pas d'autres moyens que ceux traditionnellement employés par la classe ouvrière contre le travail à la tâche. Le taylorisme n'est qu'un travail à la tâche aggravé ; contre lui valent les armes usitées depuis toujours contre le travail à la tâche.

D'abord, tâcher d'empêcher le plus possible l'in-

troduction des méthodes Taylor : salaires à la prime, chaîne, chronomètre, etc... Puis, si on n'a pu l'empêcher, en annuler l'effet par le moyen du « ca canny », comme disent les Anglais, le « va lentement », cette arme qui a permis à l'ouvrier britannique de jouir, durant près d'un siècle, d'un salaire plus élevé, d'une journée de travail plus courte, et d'un travail moins intensif, que tous les autres ouvriers du continent.

« Va lentement ! » Malgré la prime des salaires,



malgré la vitesse de la chaîne, malgré la suppression de tous les mouvements « inutiles », « va lentement » ! Si tu ne gagnes pas la prime, si personne de l'équipe ne la gagne, si chacun ne se fait plus dès lors qu'un salaire insuffisant pour vivre, le patron sera bien obligé d'augmenter le prix de base, de façon à ce que chacun puisse faire sa journée sans avoir besoin de gagner la prime ; si le travail n'est jamais achevé pendant le temps d'arrêt de la chaîne, soyez tranquilles ! le « contrecoup » sera bien obligé de diminuer la vitesse de la chaîne; si on vous oblige à ne faire aucun de ces mouvements « inutiles » qui vous délassent, ne les faites pas, mais... pendant le temps qu'auraient duré ces mouvements, reposez-vous !

Tel est le moyen essentiel par lequel, on peut, là où le taylorisme s'est installé, parvenir à lutter contre ses effets les plus funestes, à empêcher qu'il ne produise à brève échéance l'épuisement et l'abrutissement de la race, par l'épuisement et l'abrutissement des travailleurs !

Moyen, certes ! difficile à employer par l'ouvrier isolé. Non que soient inutiles les gestes individuels. Le travailleur d'élite qui refuse de travailler à la chaîne, qui ne dépasse jamais une production raisonnable, est un obstacle très important à l'extension du taylorisme ou à l'aggravation de ses effets. Mais combien cette action est à la fois plus facile et plus efficace si elle est généralisée et coordonnée, si elle est organisée ! Or, qui dit action organisée dit organisation.

Pour lutter contre la rationalisation, camarades, organisez-vous !

Et, une fois organisés, obligez vos syndicats à s'occuper sérieusement de la question, à ne plus rester dans le vague et les généralités, mais à prendre les mesures pratiques nécessaires ! Qu'on boycotte les usines taylorisées ! Ou, si elles sont déjà trop nombreuses, qu'on boycotte au moins celles où le système est appliqué avec le plus de rigueur ! Qu'une propagande intense soit faite contre elles, qu'il leur soit impossible de trouver un seul ouvrier qualifié, qu'elles aient toute la peine du monde à recruter même leur effectif de manœuvres ! Et que dans les autres, une norme de travail soit fixée que personne ne doive dépasser; que ceux qui la dépasseront soient impitoyablement mis à l'index, traités en pestiférés, poursuivis de toutes façons ! Il est des corporations où ces mesures ont été parfaitement appliquées et avec grand succès contre le simple travail à la tâche ordinaire. C'est ainsi que les linotypistes parisiens qui travaillent sur des machines qui peuvent composer au moins 12.000 lettres à l'heure, n'en font pas plus de 4.500. Ce qui a été fait contre le travail à la tâche ordinaire peut tout aussi bien être fait contre le travail à la tâche aggravé qu'est le taylorisme.

Contre le travail à la tâche, contre le travail à la tâche aggravé auquel conduit la rationalisation, rassemblez nos énergies, organisons-nous ! Luttons !

UN GROUPE DE SYNDICALISTES.

## Trotsky gravement malade

*Voici la lettre de Sosnovsky, adressée aux « Izvestia » dont Monatte parle dans son Carnet :*

Lors du récent Congrès panrusse des Kolhoses (domaines des collectivités paysannes), Kalinine donna aux délégués présents, qui le questionnaient, des renseignements sur le lieu du séjour de Trotsky et sur son état de santé. Les réponses de Kalinine furent publiées dans les *Izvestia* et reproduites par les journaux de province. Si les communications de Kalinine sont exactes en ce qui concerne le lieu du séjour du camarade Trotsky, elles sont mensongères quant à son état de santé. Je veux bien admettre que Kalinine a induit inconsciemment le peuple en erreur; il a été plutôt trompé lui-même par des informateurs sans scrupules. Étant donné que la personne de Trotsky et sa santé n'intéressent pas seulement les paysans travaillant en collectivités (sans quoi les réponses de Kalinine n'auraient pas été publiées), mais bien tous les travailleurs de l'U. R. S. S. (et même d'outre-frontières), ceux-ci n'ont pas besoin de nouvelles calmantes, mensongères, mais ils veulent connaître la vérité sur Trotsky; en raison de ces considérations, je vous prie de publier ce qui suit :

Conformément aux renseignements venant d'Alma-Ata, il est établi que la vie de Léon Trotsky est en danger. Trotsky est atteint de la malaria, qui lui est particulièrement dangereuse, son corps étant affaibli par des maladies antérieures. Là-dessus viennent se greffer une maladie des intestins et de pénibles maux de tête, dont, jusqu'alors, Trotsky ne souffrit jamais. Dans le trou perdu où il se trouve, il est absolument impossible de trouver l'aide médicale nécessaire. Non seulement celle-ci manque, mais on ne peut pas trouver les aliments indispensables à quiconque souffre de l'estomac.

Les autorités et les gens qui ont envoyé Trotsky dans une contrée aussi misérable savaient parfaitement ce qu'ils faisaient. Même nous, les bolcheviks-léninistes, exilés, avons eu connaissance de l'extraordinaire insolence dont fit preuve Vorochilov, qui, lors d'une conférence de district, répondit à des délégués, l'interrogeant sur la santé de Trotsky :

« Nous avons chassé Trotsky si loin, que si même, il lui arrivait quelque chose, nous ne l'apprendrions pas aussitôt. »

Je me refuse de juger cette intervention inouïe. Je reconnais dans les paroles de Vorochilov, son attitude envers Trotsky qui dure depuis de longues années et que je connus déjà à l'époque de la 10<sup>e</sup> armée. Mais quels que soient l'attitude et les sentiments de Vorochilov envers Trotsky, le sort de celui-ci n'émeut pas moins les prolétaires, que ne le fit récemment le destin des inconnus, Sacco et Vanzetti. Malgré tous les discours d'apaisement de Kalinine, l'inquiétude pour la vie de l'organisateur de l'armée rouge et le chef des batailles d'octobre, pénètre partout. Elle grandit. Il nous est impossible d'aider directement : nous pouvons seulement transmettre aux masses par tous les moyens dont nous disposons, les renseignements sur le véritable état de santé menaçant du camarade Trotsky.

Nous avons exigé par dépêche du C. C. du P. C. de l'U. R. S. S., le transfert immédiat de Trotsky dans un endroit où tout au moins sa vie ne serait plus en danger. Nous n'avons reçu jusqu'à présent aucune réponse. Et pourtant, d'Alma-Ata parviennent des nouvelles inquiétantes (malgré l'ardeur de la poste à perdre les lettres).

Par la présente, nous nous adressons de nouveau au C. C. du P. C. de l'U. R. S. S. avec l'exigence catégorique d'éloigner Trotsky du climat meurtrier d'Alma-Ata. Toute lenteur mise à effectuer cet éloignement signifierait que les gens qui en sont cause, tâchent consciemment de créer un nouveau cas Sacco-Vanzetti, cette fois sur le territoire des Soviets.

Je suis convaincu que si les travailleurs de l'U. R. S. S. et du monde entier apprenaient la vérité sur l'état de santé du camarade Trotsky, ils exigeraient qu'on finisse ce jeu dangereux avec la vie du chef de la révolution prolétarienne.

Barnaoul. Sibérie.

# A travers les Livres

André Philip : **LE PROBLÈME OUVRIER AUX ETATS-UNIS** (Alcan).

Fédor Gladkov : **LE CIMENT** (Editions sociales internationales).

L'Amérique, type achevé de la civilisation capitaliste, modèle vers lequel tend le capitalisme de tous les pays; la Russie, pays de la première victoire de la Révolution prolétarienne : deux antipodes. Presque simultanément, sous une forme très différente, là par une enquête, ici avec un roman, deux hommes non moins différents, l'un Français, bourgeois régulier, agrégé de droit et professeur de Faculté; l'autre, un Russe, prolétaire vagabond, successivement typographe, instituteur, exilé, soldat, viennent de jeter sur chacune de ces deux civilisations une lueur fulgurante.

Peu après la guerre, André Philip avait été chargé par le Musée Social, d'une enquête en Angleterre. Il en rapporta un livre intéressant dont nous avons rendu compte à l'époque. Puis, il fut aux Etats-Unis, où, durant deux ans, il enquêta sur les rapports entre patrons et ouvriers, n'hésitant pas à s'embaucher dans les usines sur lesquelles il ne pouvait obtenir des renseignements suffisants. Ce sont les résultats de cette enquête, qu'il a consignés dans le *Problème ouvrier aux Etats-Unis*.

Dans les quelque 500 pages, grand format, que comprend ce livre, aucun laïus; à peine quelques rares appréciations, sous-entendues même la plupart du temps, plutôt que formulées; rien que des faits. C'est un procès-verbal. Procès-verbal qui est le plus formidable réquisitoire contre l'Amérique, et, par suite, contre le capitalisme dont la société américaine n'est que la forme la plus achevée.

L'ouvrage comporte deux parties : dans l'une, est étudiée la domination patronale, les méthodes perfectionnées par lesquelles elle s'exerce; dans l'autre, est décrite la résistance ouvrière, les différentes formes de l'organisation syndicale ouvrière.

Dans le compte rendu que la *Révolution prolétarienne* a donné de la conférence faite par Philip au groupe de la gauche socialiste, les méthodes patronales américaines ont été brièvement résumées, mais c'est tout le détail qu'il faut en lire dans le livre. Il faut, avec Philip, prendre une par une, chacune des grandes entreprises américaines, trust de l'acier, Ford, Rockefeller, etc..., et voir comment chacune d'elles, par un système propre de mesures de basse police, de « philanthropie », et de terreur combinées, est parvenue à dominer entièrement ses ouvriers, les dominer non pas seulement pendant le travail, ce qui est le propre de tout capitaliste, mais les dominer également *en dehors du travail*, pendant tout le temps qu'ils passent en dehors de l'usine, au sein de leur vie privée la plus intime. L'ouvrier n'est plus libre d'habiter le logement qui lui plaît, d'employer son argent comme il l'entend, de recevoir qui il veut, de soigner les siens chez lui, d'aller ou de ne pas aller au bal; de vivre avec sa compagne sous la forme qu'il a décidée : en toutes ces matières, le patron intervient. Jusqu'à présent, on prétendait que le salariat se distinguait de l'esclavage précisément par ceci : qu'une fois sorti de l'usine, sa journée faite et son salaire touché, l'ouvrier était libre d'employer son temps selon son bon plaisir, de faire de son salaire l'usage qui lui plaisait. En Amérique, de telles illusions ne sont plus permises : pendant les 24 heures, l'ouvrier doit rester, tel l'esclave antique, sous la surveillance et la direction du maître.

A vrai dire, ces méthodes n'ont pas été inventées de toutes pièces par le patronat américain. Là comme ailleurs, le capitalisme américain a emprunté le principe au capitalisme européen; mais, de ce principe, il a déduit toutes les conséquences. Ce qui n'était qu'à l'état d'ébauche en Europe, il l'a systématisé et perfectionné.

Il y a longtemps, en effet, que les Motte, de Roubaix, avaient imaginé de se faire les directeurs de conscience de leurs ouvriers, en ne leur donnant qu'un salaire insuffisant pour les faire vivre, mais que Mme Motte complétait par des distributions « charitables »; il y a longtemps que Schneider avait trouvé le moyen d'attacher les serfs du Creusot à la glèbe par le moyen des maisons ouvrières; et, s'il est impossible aux militants américains d'organiser les mineurs de Virginie, parce qu'aussitôt descendus du train, ils se trouvent sur le territoire de la Compagnie, et, en conséquence, battus comme plâtre et remis inanimés dans le train par les agents de la Compagnie, que de fois il fut impossible d'organiser les métallurgistes de Lorraine dans l'impossibilité où l'on était de trouver une salle pour les réunions, toutes les salles étant du domaine ou sous le contrôle de l'usine.

De même donc que le capitalisme américain n'a point inventé le travail à la tâche, mais lui a fait rendre tout ce qu'il pouvait au moyen du chronomètre de M. Taylor et de la chaîne de M. Ford, — de même il n'a point inventé de faire peser sa tyrannie jusqu'au domicile même de l'ouvrier, mais il a créé des services permanents pour le faire. Et, de même que notre capitalisme européen s'est empressé d'adopter les méthodes d'exploitation « perfectionnée » du chronomètre et de la chaîne, il est en train d'adopter avec la même rapidité les méthodes de tyrannie « perfectionnée » que décrit Philip. C'est ainsi notamment que l'une des plus typiques et des plus insidieuses, celle de la « surintendance d'usine », est déjà en activité dans plusieurs entreprises françaises, d'après ce que nous apprend un collaborateur de *Contre le Courant* (1).

Le livre de Philip comprend une seconde partie qui n'est pas moins passionnante que la première. C'est l'histoire du mouvement ouvrier dans les différentes branches d'industrie : bâtiment, mines, textile, chemins de fer, métallurgie, etc...

Rien, évidemment, n'est plus différent du syndicalisme révolutionnaire, plus opposé à ses idées et à sa pratique, que le trade-unionisme américain. Celui-ci n'en est pas moins un mouvement prolétarien. Ce n'en est pas moins un effort de la classe ouvrière à la fois pour s'organiser d'une manière autonome et pour limiter l'exploitation patronale, donc pour créer l'avenir et améliorer le présent. A ce double titre, et malgré tout, le mouvement américain est nôtre. Tout ce qui est ouvrier est nôtre.

Il n'est pas un fait, pas un point de l'histoire de chacune des corporations qui ne comporte un enseignement. Mais nous ne pouvons tout dire. Je me bornerai à signaler deux points qui me semblent assez peu connus en France.

Le premier, c'est la grande diversité de caractères que présentent les différentes unions; indépendamment même, bien entendu, de celles appartenant aux Travailleurs Industriels du Monde (I. W. W.). Entre les syndicats de la confection, à tendance socialiste, mettant au premier plan de leurs préoccupations l'instruction et l'éducation de leurs membres, et certains syndicats du bâtiment qui constituaient avec leurs propres patrons, les entrepreneurs, des coalitions

(1) *La Rationalisation sur le plan général*, dans *Contre le Courant*, du 5 août.



tions qui relevaient beaucoup plus du banditisme capitaliste que de la lutte de classes, il y a plus de différence qu'entre la C. G. T. et la C. G. T. U., et entre ces deux extrêmes, il y a tous les intermédiaires.

Le second point, c'est la grande faiblesse relative de l'organisation ouvrière américaine, et son actuel déclin. La plupart des grandes corporations, des corporations de masse, sont maintenant à peu près complètement inorganisées : aucune organisation dans toute la métallurgie lourde, aucune organisation chez les mineurs du Sud et de l'Ouest, très peu d'organisation dans la mécanique, organisation faible dans le textile du Nord et absolument nulle dans le textile du Sud ; plus d'organisation chez les cheminots, sauf chez quelques catégories spécialisées ; plus d'organisation non plus dans la corporation, très importante en Amérique, des ouvriers des abattoirs, etc., etc...

Et depuis le moment où Philip écrivait, une nouvelle défaite est venue encore singulièrement restreindre l'organisation syndicale : si les mineurs des districts houillers du Sud n'avaient jamais pu être organisés, ceux du Nord l'étaient fortement, les mines du Nord étaient des « Union Shops », où ne pouvaient travailler que des ouvriers syndiqués, aux conditions prescrites dans les contrats intervenus entre le patron et le syndicat. Or, la récente grève de l'Ohio, qui s'est terminée par une défaite, a eu pour conséquence l'introduction de l'« Open Shop » (mine ouverte aux non-syndiqués), dans cette région, ce qui signifie la disparition à bref délai de toute organisation chez les mineurs d'un des plus importants districts houillers des Etats-Unis.

C'est du conflit entre les deux grandes classes de la vieille société capitaliste que traite le *Problème Ouvrier aux Etats-Unis* ; c'est du conflit entre les deux forces de la société prolétarienne naissante que traite le *Ciment*. En Amérique : patrons et ouvriers ; en U. R. S. S., politiciens et ouvriers.

On est aux alentours de 1921-1922, dans les débuts de la Nep. Les deux forces dont la conjonction a fait la Révolution, et qui, pendant tout le temps qu'a duré la lutte armée, se sont trouvées amalgamées au point presque de se confondre : le chef autoritaire et le travailleur enthousiaste, celui qui est révolutionnaire parce qu'il a le goût du risque et du commandement, et celui qui l'est tout uniment parce que la Révolution c'est la libération de sa classe, — se trouvent maintenant face à face.

D'un côté, les politiciens habiles, sans scrupules, souvent d'ailleurs non dépourvus de courage et d'intelligence ; n'hésitant pas à désavouer ceux qui n'ont fait pourtant qu'exécuter leurs ordres, quand c'est utile à la cause (arrestation de Saltanov) ; n'hésitant pas davantage à acculer au suicide ou à faire tuer (on ne sait au juste) les témoins de leurs orgies (Tskhéladzé), lorsque c'est utile à leur intérêt personnel ; sachant lâcher leurs complices les plus compromettants (Shramm) ; ne s'opposant pas ouvertement à leurs ennemis quand ils les sentent forts (Glieb).

De l'autre, les travailleurs, ceux qui ne comprennent rien à toutes ces manigances, qui y vont franc jeu bon argent, ceux du coup de fusil et de l'outil, ceux qui ne voient que le bourgeois à abattre et l'usine à reconstruire, ceux qui seuls peuvent créer parce que seuls ils sont le travail et la foi.

Tragique opposition, qui, nous avons eu souvent l'occasion de le signaler, n'est pas, quoi qu'on en pense, spécialement russe, mais est, au contraire, caractéristique de tout le mouvement révolutionnaire moderne. Opposition qui fit se déchirer au cours de cette répétition générale de la Révolution russe que fut la Commune de Paris, blanquistes et membres de l'Internationale, « centuriens » de société secrète et syndiqués de la rue de la Corderie.

Le roman s'achève par l'élimination des comparés : les moins habiles de l'équipe bureaucratique-politicienne sont éliminés, les plus violents des ouvriers sont exclus du parti, envoyés au sana, ou « suicidés » ; il ne reste plus en présence que les chefs, les têtes les plus solides de l'un et l'autre parti : Badyne et Glieb. Ils se trouvent tous deux par force liés à la même tâche. L'inauguration de l'usine à ciment, reconstruite par la volonté et l'effort de Glieb, les voit côte à côte, célébrant l'œuvre accomplie l'un selon les formules apprises dans les dernières thèses, l'autre avec sa foi ; tous deux, pour l'extérieur, pour l'immense foule qui les écoute et les acclame, semblent unis ; tous deux cependant se haïssent, se haïssent d'une haine profonde, d'une haine de classe : ils se sont haïs dès leur première rencontre. La haine continue, et continuera, car le conflit des forces que l'un et l'autre représente, n'est pas achevé. Glieb et Badyne travaillent à la même œuvre, mais face à face.

Bien que l'auteur ne le dise pas expressément, ce qui résulte de tout le roman et de la grande scène finale, c'est que le *Ciment* ne trace que le premier épisode d'un conflit qui commence.

Ce premier épisode dont Fédor Gladkov nous fait saisir avec une puissance incomparable les raisons profondes, en nous le décrivant à la base, tel qu'il se développe dans la vie quotidienne du petit port provincial de Noyorossiisk, à 1.200 kilomètres de Moscou, n'est autre que celui qui s'est traduit dans les Congrès, dans la « superstructure », par ce qu'on a appelé l'« opposition ouvrière », l'opposition de Chliapnikov et Kollontai, première réaction officielle des travailleurs révolutionnaires russes contre la bureaucratie. Et les luttes qui depuis lors n'ont pas cessé au sein du Parti Communiste russe, qui dureront sans doute encore longtemps sous des formes plus ou moins changeantes, ne sont que la suite du *Ciment* : elles sont l'expression des luttes qui se poursuivent à la base entre les Badyne et les Glieb.

Qui l'emportera ? La classe ou la caste ? La caste des bureaucrates et des politiciens, ou la classe des travailleurs ? La Révolution russe aboutira-t-elle à l'émancipation du prolétariat, ou à l'exploitation du prolétariat par une nouvelle catégorie de privilégiés ? Pour nous, on le sait, la réponse n'est pas douteuse. Nous avons confiance dans les destinées de la Révolution russe, comme dans les destinées de la Révolution elle-même. Le prolétariat vaincra. Contre Badyne, Glieb l'emportera.

Le capitalisme américain nous montre ce que sera demain notre propre capitalisme. Il nous faut lire Philip pour apprendre ce contre quoi nous aurons à lutter ici-même, si la Révolution tarde.

La Révolution russe est la Révolution. Il nous faut lire Gladkov pour apprendre les conflits intérieurs que présente inévitablement la Révolution, que présentera la nôtre, et que, comme la Révolution russe, la nôtre devra surmonter pour se réaliser.

R. LOUÏON.

## RECTIFICATIONS

Rectifions deux erreurs commises dans le « Parmi nos Lettres » du dernier numéro.

Page 3-259, lettre « Que faire ? », au troisième alinéa lire, au lieu de « ce que vous pensez faire » : « ce que vous pouvez faire. »

Page 4-260, rétablir ainsi le début de la lettre de Vallet sur le Syndicalisme des fonctionnaires : « Il n'y a pas de syndicalisme des fonctionnaires dans le sens primitif dépassant en vues générales et en potentiel révolutionnaire le plat corporatisme actuel. Resté quelque peu proudhonien et mitigé d'anarchisme, je sens bien que, etc... »

LA  
**RENAISSANCE DU SYNDICALISME**

POUR L'AUGMENTATION DES SALAIRES

**Le beau succès  
 des dockers de Rouen**

Les dockers de Rouen ont livré voilà quelque temps une belle bataille contre leurs exploiters. Je veux en retracer les principales phases et montrer comment l'action syndicale, bien conduite, a abouti à une amélioration sensible des conditions de travail et de vie de nos camarades du port.

Le samedi 23 juin, les dockers font un arrêt de 24 heures, afin d'épauler nos camarades grutiers de la Chambre de Commerce, qui ont abandonné le travail la veille à 13 heures. Grutiers et dockers déposent leurs revendications, mais les patrons ne leur répondent pas.

Par tactique, les dockers reprennent le travail le lundi. Les militants des deux organisations tâtent le terrain. Le fait que les employeurs, privés de grues, sont obligés de décharger toutes les marchandises par les moyens du bord (ce qui, pour certains travaux, diminue la production de plus de 50 %), peut être un facteur de prompt victoire pour les grutiers. Le mardi, je vois Engler. Il n'est pas prolix. J'obtiens de lui juste ces quelques mots : « Nous préparons le grand coup. » J'en reste rêveur ; pas mal de grèves dans la région, notamment dans le bâtiment et les métaux, se sont terminées par un échec. Je le rappelle à Engler qui, tranquillement, répond : « Nous saurons, nous, conserver la direction de notre mouvement, et tu verras. »

En effet, j'ai vu, le jeudi, l'arrêt complet du travail sur le port, et j'ai ressenti l'enthousiasme des dockers pour continuer le mouvement.

Les patrons se réunissent ; l'un d'eux, Bordes, préconise le lock-out, sauf pour lui, qui dispose d'une « Amicale » jaune de près de 300 membres. Mais comme il veut à tout prix « démolir le Syndicat des ouvriers du port », il accepte de participer au lock-out, donc de payer ses mercenaires 8 jours à ne rien faire. Le lock-out devait prendre fin le 5 juillet. Les militants décident de continuer le mouvement à cette date, ayant obtenu toutes assurances de solidarité, notamment des dockers de Dunkerque, qui, dès le 3 juillet, mirent 10.000 francs à la disposition de Rouen.

Dès le 5 juillet, la gendarmerie spéciale fait parler d'elle. Elle charge avec brutalité ; Engler, monté sur un tabouret, face aux gendarmes, clame aux dockers qu'ils doivent conserver le pavé du port, et que c'est là, tous les jours, sur les lieux de l'embauchage, qu'ils doivent se retrouver. Jusqu'au 9, les dockers manifestent chaque jour. Le 10, arrivent quelques « poux blancs » ; la police est considérablement renforcée. Elle se jette de nouveau sur les grévistes. Engler, le comité de grève, le bureau du syndicat sont là pour prendre les coups. Mais il n'y a personne pour les aider à regrouper les grévistes. Une arrestation est opérée, celle de notre camarade Deshais, qui fut par la suite condamné à six mois de prison.

Mais la surveillance exercée par les grévistes, de jour comme de nuit, ne se relâche pas. Le trafic est

nul. Les petits marins de l'Etat ne sont pas à craindre, et sur les grues les « poux blancs » brisent tout ce qu'ils touchent. Alors un nouveau guet-apens policier s'organise, et, le 26 juillet, Lebourcier, délégué de la C. G. T. U., est arrêté, puis relâché.

Le boycott fonctionne bien. Ni Dunkerque, ni Calais, ni Boulogne, ni Le Havre n'ont déchargé les navires à destination de Rouen. Ceci aide grandement les dockers à remporter la victoire, et le 28, la grève prend fin avec une augmentation de 2 fr. 50 pour tout le monde. Grutiers, dockers et pontonniers avaient satisfaction.

Cependant, l'action des dockers se poursuit après la reprise du travail, qui a lieu le 30. Suivant le mot d'ordre du syndicat, personne ne travaille la nuit, personne ne fait une heure supplémentaire. Résultat : l'heure supplémentaire est augmentée de 0 fr. 75, la nuit est augmentée de 8 fr. pour les hommes à la journée, et de 15 fr. 50 pour les hommes à la tâche. C'est le 24 août que ceci est obtenu.

J'ai demandé à Engler : « Es-tu satisfait des résultats ? »

— Oui, me répondit-il, mais tu sais bien que tant que le régime subsistera, les militants ne peuvent s'arrêter : nous allons examiner maintenant quelle étape nous pouvons franchir dans un bref délai pour améliorer un peu plus encore nos conditions d'existence et de travail. »

Quel dommage qu'il n'y ait pas dans notre mouvement syndical plus de contre-révolutionnaires de cet acabit !

R. LALANDE.

*Secrétaire de la Bourse du Travail de Rouen.*

**La quinzaine syndicaliste**

**Les grévistes d'Halluin  
 seuls dans la bataille**

Du jour où les ouvriers du Textile d'Halluin-la-Rouge se mirent en grève, à l'appel du Syndicat régional unitaire du textile, la question qui dominait leur mouvement était de savoir s'ils parviendraient à entraîner leurs camarades de Lille, de Roubaix et de Tourcoing.

Une première condition semblait remplie : personne ne pouvait nier la nécessité de l'augmentation de dix sous de l'heure revendiquée par Halluin. Il y a beau temps que l'élévation du coût de la vie a rendu indispensable l'augmentation des salaires, dans le Nord comme partout.

Mais un grave désaccord persistait avec les syndicats confédérés du Textile dont les dirigeants prétendaient que le moment n'était pas favorable pour la grève. Au lieu de se joindre à Halluin, ils ordonnèrent à leurs adhérents de continuer le travail.

Des rixes se produisirent à Roubaix entre membres des deux organisations rivales. Les dirigeants confédérés dénoncèrent la grève comme un mouvement politique, déclenché par les communistes, qui « faisaient le jeu du Consortium textile ». De leur côté, les dirigeants unitaires accusèrent les dirigeants confédérés d'être devenus de véritables jaunes, de se conduire comme les meilleurs auxiliaires du patronat.

Si donc les unitaires avaient réussi à entraîner les ouvriers de Roubaix-Tourcoing, ce n'aurait pu être que contre la volonté de leurs chefs confédérés, en leur montrant la nécessité de l'action et en écartant, comme l'a fait Declercq, le secrétaire du Syndicat unitaire, dans une interview au *Réveil du Nord*, « certaines calomnies tendant à donner une allure politique » à un mouvement « purement professionnel, étroitement lié dès l'origine à une question vitale de salaires. »



Le 5 octobre, les unitaires lancent l'ordre de grève aux ouvriers de Tourcoing. Le 6, les envoyés spéciaux de l'*Humanité* annoncent que 46 usines de Tourcoing sont touchées par la grève; on compte 15.000 nouveaux grévistes — sur les 45.000 ouvriers de Tourcoing. Le 8, l'*Humanité* affirme : « Le mouvement s'étendra encore aujourd'hui. » Et voilà que le 9, elle annonce que le Comité Central de grève donne l'ordre de rentrée à Tourcoing. Que s'est-il passé ?

« De nouvelles sorties, écrit Berlioz, semblaient devoir être compensées et même dépassées par des rentrées de groupes sans discipline. Il fallait absolument éviter que les forces combattives de Tourcoing... se disloquent et perdent confiance. »

Ne prétendons pas transformer les échecs en de retentissantes victoires. Reconnaissons que les efforts unitaires pour entraîner Tourcoing n'ont pas réussi, et que, d'autre part, les unitaires n'ont même pas mordu sur les effectifs confédérés de Roubaix.

Maintenant, la question se pose de savoir ce que va devenir le mouvement d'Halluin. Peut-il espérer vaincre quand sombre la possibilité d'un mouvement régional? Quand Armentières-Houplines rentre? Les ouvriers d'Halluin-la-Rouge ont l'habitude des longues grèves; il est probable qu'ils vont rester dans la bataille, avec l'espoir de réduire la résistance du patronat local.

Nous devons continuer de les aider de nos souscriptions, ne pas hésiter à répondre aux appels lancés par les organisations unitaires.

A la fin du mouvement, il faudra fixer les responsabilités. D'un côté et de l'autre, elles apparaissent déjà comme devant être lourdes à porter.

### L'arbitrage obligatoire « au moment opportun ».

Quand le récent congrès de la Fédération confédérée des Employés eut adopté la résolution que nous avons reproduite aux Faits et documents de notre dernier numéro, je me suis demandé quelle manœuvre il y avait là-dessous. Cette corporation ne recourt à la grève que tout à fait exceptionnellement. Pourquoi donc éprouvait-elle le besoin de voter une résolution sur le droit de grève, la conciliation et l'arbitrage obligatoires?

La manœuvre était tout simplement faite en vue du Comité national des 1<sup>er</sup> et 2 octobre, devant qui Jouhaux a confessé « qu'il avait été amené, à l'occasion des événements qui se déroulent dans le Nord, à demander au Gouvernement s'il ne serait pas possible de déposer sur la tribune de la Chambre un projet de loi sur la conciliation obligatoire. »

Il fallait préparer les esprits à cette démarche du secrétaire de la C. G. T., de la C. G. T. de Pelloutier et de Griffuelhes! La manœuvre comportait une de ces habiletés dont les dirigeants confédérés sont si friands.

Tout le monde a lu ce paragraphe de la résolution des employés :

« On peut admettre le recours obligatoire à l'arbitrage dans les mêmes conditions générales que le recours à la conciliation. La sentence peut comporter l'obligation seulement si les parties réunies en ont ainsi décidé. »

Tout le monde s'est écrié : voilà l'arbitrage obligatoire ressuscité! Pas du tout, a répondu Grenier, dans un long article du *Peuple* (30 septembre) : « les personnes qui s'obstinent à nous répondre : arbitrage obligatoire... sont, à proprement parler, d'une improbabilité intellectuelle, telle qu'elle nous dispense à la fois de leur répondre et de les estimer. »

L'habileté fut d'agiter le spectre de l'arbitrage obligatoire. Naturellement, la conciliation obligatoire « ce n'est pas la même chose ». Et l'on a abouti à ce qu'on voulait : au projet Loucheur et à l'approbation par le Comité confédéral de la démarche de Jouhaux.

Qu'on ne s'y trompe pas. La démarche de Jouhaux et son approbation par le C. C. N. sont bien, en même

temps que la confirmation de la tactique de collaboration avec le gouvernement, les deux premiers pas de la C. G. T. vers l'arbitrage obligatoire.

Jouhaux, en clôture de la discussion a déclaré :

« Sur l'arbitrage obligatoire mon opinion personnelle n'est pas aussi absolue qu'il y a quinze ans. La liberté pour les ouvriers? Ils ont celle de crever de faim. Mais je ne veux pas discuter de cela. Nous en sommes encore aux questions de principe. Demeurons-y jusqu'au moment opportun. »

« Au moment opportun », Jouhaux trouvera le moyen de faire avaler l'arbitrage obligatoire à son Comité confédéral aussi facilement que la conciliation obligatoire, cette vieille revendication des syndicats chrétiens de la rue Cadet.

Les militants confédérés sont entraînés, c'est certain, derrière un nouveau projet de loi Waldeck-Rousseau-Millerand, mis au goût du jour par Poincaré-Loucheur... et Jouhaux.

### Réponse à une saleté communiste

Il y a des saletés auxquelles on ne voudrait répondre qu'en se bouchant le nez. L'article de Cazala, dans l'*Humanité* du 4 octobre, contre nos camarades des Syndicats autonomes d'Alger appartient à cette catégorie. En le publiant, l'*Humanité* confirme une nouvelle fois qu'elle a bien perdu le respect de ses lecteurs.

« Les autonomes servent l'impérialisme... » « ... ils représentent assez bien le syndicalisme fasciste... », voilà ce que ne craint pas d'imprimer ce « journal ouvrier. »

Déjà, à l'occasion de la grève des inscrits d'Alger, il avait affirmé, noir sur blanc, que Schiavo était un traître.

Les lecteurs de la *Révolution Proletarienne* savent que penser du « traître Schiavo » : ils ont lu son récit du beau mouvement que fut la grève des inscrits d'Alger. Sans doute, le militant du syndicat unitaire des Peintres — qui, selon Cazala, aurait subi des violences de la part des autonomes — est, lui, un excellent révolutionnaire. Sans doute, il ne servait pas l'impérialisme lorsqu'à l'assemblée générale de son syndicat, le 19 juillet dernier, il participait au ban ouvert en l'honneur de M. le Préfet, auquel Préfet ce syndicat unitaire ne craignait pas de témoigner publiquement « sa plus profonde reconnaissance ».

Entre les combattants d'une même cause, momentanément divisés, la violence est condamnable. Mais la malhonnêteté et l'outrage qui provoquent la violence sont plus condamnables encore. On s'explique que des camarades ne puissent pas toujours rester insensibles aux insultes. S'il arrivait au Cazala de recevoir une correction, croyez-vous qu'il l'aurait volée?

La meilleure réponse serait de faire juges les ouvriers d'Alger. Ne craignez pas, camarades des syndicats autonomes, de reproduire tout au long, dans un tract, la saleté du Cazala. Soumettez-la au prolétariat de votre ville, aux indigènes comme aux européens. Montrez-leur les procédés des communistes, colonisateurs de syndicats. Leur jugement n'est pas douteux.

M. CHAMBELLAND.

### SOUSCRIPTION POUR LES GREVISTES D'HALLUIN

Collecte au Noyau de la *Révolution Proletarienne* : Barat, 10 fr.; Rosmer, 10 fr.; Marzet, 10 fr.; Busseuil, 10 fr.; Hasfeld, 10 fr.; Chambelland, 10 fr.; Hagnauer, 10 fr.; Petit, 10 fr.; G. Lacoste, 10 fr.; Monatte, 10 fr.; Rollet, 10 fr. — Total : 110 fr. (Versé à la Fédération Unitaire du Textile, le 29 septembre.)

Première liste de la Ligue syndicaliste : Garsot, 5 fr.; Busseuil, 10 fr.; Ménard, 5 fr.; Mahouy, 10 fr.; L. Noël, 5 fr.; Rosen, 5 fr.; Dionnet, 5 fr. — Total : 45 fr. (Versé à la Fédération Unitaire du Textile, le 2 octobre.)

## LE SYNDICAT D'INDUSTRIE-ETOUFFOIR

Les typos parisiens  
ne sont pas exclus

La R. P. a signalé les appréhensions des typos parisiens à l'occasion du congrès fédéral du Livre-Papier unitaire: leur syndicat, un des rares syndicats minoritaires de la C. G. T. U., était menacé d'exclusion.

Les raisons? Les typos n'ont jamais voulu adhérer au Syndicat Général du Livre-Papier (syndicat d'industrie) dans les conditions imposées par les porte-parole de la fraction communiste, c'est-à-dire dissolution de leur syndicat avec passation de leur caisse à la caisse commune, suppression de leur bulletin corporatif, impossibilité de déclencher et de soutenir des mouvements corporatifs, suppression de la représentation *directe* au sein du Syndicat Général, de l'Union, de la Fédération et de la C. G. T. U.

Leurs craintes d'exclusion étaient basées sur un article des statuts fédéraux disant que la Fédération ne devait reconnaître qu'un seul syndicat du Livre-Papier par ville, article qu'on voulait faire respecter quitte à exclure le syndicat récalcitrant, comme en témoignent les citations suivantes :

« ... Ils (les délégués au congrès de Marseille) rappelleront que la lutte de classe nous fait une impérieuse obligation de considérer que ceux qui, violant l'esprit syndicaliste lui-même, ne s'inclinaient pas devant les décisions du congrès fédéral, seraient à juste titre considérés comme des adversaires de notre Fédération unitaire. A eux de choisir! » (Poëncin, *Travailleur du Livre-Papier*, août 1928).

« Avec vous ou sans vous, les typos iront au syndicat d'industrie. » (Michel Morin, *Bulletin Typo*, septembre 1928).

Mais les dirigeants confédéraux, mieux avertis que les néophytes que l'on a chargés de parler au nom de la fraction communiste, ont compris le danger. Déjà ébranlés par le bruit fait autour des récentes exclusions dans la C. G. T. U. (militants des Producteurs d'énergie électrique, Syndicat des Casquettiers) et inquiets de voir se développer l'état d'esprit scissionniste chez leurs partisans, ils déclarèrent par la voix de leur représentant au Congrès « que la C. G. T. U. se refuserait à exclure un syndicat pour délit de tendance, et qu'elle continuerait à reconnaître ce syndicat, même exclu par sa Fédération. » C'était d'une part reconnaître que l'exclusion envisagée l'était pour *délit de tendance*, d'autre part un blâme sévère contre l'esprit scissionniste de la fraction communiste du Livre-Papier parisien.

L'argumentation serrée des délégués des typos contre le prétendu bienfait des resserrlements mécaniques et la déclaration catégorique que la majorité des typos ne se plierait pas à la tentative de domestication politicienne eurent finalement raison des adversaires du syndicalisme indépendant. Et ce fut le porte-parole de la fraction, l'instigateur du syndicat d'industrie-étouffoir qui vint lui-même présenter au congrès une motion « d'unité », qu'il craignait qu'on baptisât dégonflage et où l'autonomie, l'indépendance, la liberté du syndicat des typos parisiens étaient reconnues et acceptées par le Congrès...

C'est un beau succès pour les partisans de l'indépendance du syndicalisme.

Ce ne fut pas le seul, d'ailleurs. Quoi qu'on en dise, les typos parisiens ne furent nullement « isolés » dans ce congrès. A part le rapport moral ils virent dans tous les votes importants leurs voix confondues avec une forte minorité de 20 à 28 voix, contre 40 à

50 suffrages majoritaires, parmi lesquels les autres syndicats parisiens comptaient pour moitié; dans d'autres votes, comme celui faisant obligation aux candidats aux postes fédéraux d'exercer leur profession, il y eut même majorité contre le Bureau fédéral; ce qui chagrina beaucoup le journaliste de *l'Humanité*.

Non, le syndicalisme n'est pas mort dans le Livre!

## Le Congrès du Verre

Au congrès de la Fédération unitaire du verre, qui a eu lieu les 28 et 29 septembre, le dernier carré syndicaliste a résisté. On avait pourtant tout mis en œuvre pour renverser le bureau fédéral; on s'était même, à l'occasion, passé d'assemblée générale régulière afin d'être plus sûr de détenir le mandat qui vous convenait. Ailleurs, le secrétaire d'une union régionale importante n'avait pas craint de transformer le mandat qu'on lui avait demandé de faire parvenir. Le jour du congrès, la garde avait donné. Dans une réunion préliminaire de tendance, les ortho-communistes s'étaient vus renforcés d'un secrétaire confédéral, du secrétaire de région, de deux secrétaires d'une fédération connexe, d'un conseiller général communiste de la région (!) et nous en passons.

Qu'avaient fait les secrétaires fédéraux pour subir un pareil assaut? Bien que minoritaires lors des G. S. R. ils avaient fait preuve depuis d'une sagesse exemplaire, ils avaient même voté majoritaire au congrès de Bordeaux. Quoi alors! On a pensé qu'ils se taisaient beaucoup plus par souci d'éviter à leur organisation des déchirements que provoquent toujours les luttes de tendances avec les communistes que par enthousiasme orthodoxe, et, l'église romaine l'a dit avant l'église bolcheviste : «-qui n'est pas avec nous est contre nous! »

Deux questions importantes séparaient le bureau fédéral de l'opposition communiste.

1° La fidélité à la tactique d'unité, adoptée au congrès de Bordeaux et fixée auparavant dans la résolution de Paris-Etat Rive Droite. Par suite, refus d'adopter la tactique antiunitaire de Monmousseau.

2° Refus d'opérer une fusion brusquée avec la Fédération des produits chimiques, fusion brusquée et qui avait pour but de tenter de mettre en minorité les syndicalistes dans la Fédération nouvelle.

C'est surtout sur la deuxième question que la bataille fut livrée, car elle était d'un intérêt plus immédiat pour nos purs.

Quelle était la position du bureau? N'étant pas, en principe, adversaire de la fusion, en faveur de laquelle de sains arguments militent, il connaissait parfaitement l'état d'esprit de la corporation et il s'élevait contre une précipitation qui pouvait laisser croire à l'ouvrier verrier que ses intérêts immédiats seraient lésés par la disparition subite de la Fédération arrière.

Les arguments fournis par la thèse contraire étaient piteux. Il fallait fusionner immédiatement parce que certaines firmes, telle la Compagnie de St-Gobain, étaient à cheval sur les deux industries (chimiques et verrières). Pourquoi alors ne pas fusionner immédiatement avec la Fédération du sous-sol, les mineurs de pyrite de Saint-Bel travaillant pour la même société, et avec la Fédération des métaux, car les sociétés d'Ugine et d'Alais-Froges et Camargue possèdent autant d'usines chimiques qu'électro-métallurgiques?

Revenons au Congrès, pour dire que la manœuvre échoua. Seulement un Cartel fonctionnera en l'attente d'une fusion ultérieure. Le rapport moral fut adopté par 64 voix contre 43. Le bureau fédéral fut réélu, et à la suite d'une curieuse intervention orthodoxe où l'orateur réclamait à la fois une commission exécutive homogène et l'entrée de la minorité dans cette même commission, une C. E. entièrement syndicaliste fut nommée. Différents rapports, dont celui sur les assurances sociales qui concluait à la création de caisses primaires, furent adoptés.

C'est un réconfort pour les syndicalistes que ce Congrès ait indiqué qu'il y a encore des bûches à ramasser sur le chemin de la colonisation des Syndicats. — L. M.

# FAITS & DOCUMENTS

## Les Faits de la quinzaine

JEUDI 27 SEPTEMBRE. — Ouverture du Congrès de la Fédération nationale des Syndicats de Fonctionnaires à Paris.

VENDREDI 28. — Congrès de la Fédération unitaire du verre au Tréport.

SAMEDI 29. — *Allemagne.* — Lock-out de 50.000 ouvriers du Textile à Munchen-Gladbach.

— Fin du Congrès des mineurs unitaires.

LUNDI 1<sup>er</sup> OCTOBRE. — Comité confédéral national de la C. G. T. à Paris.

*Angleterre.* — Ouverture du Congrès du Labour Party à Birmingham.

VENDREDI 5. — Le gouvernement demande qu'on autorise les congrégations de missionnaires à rentrer en France.

DIMANCHE 7. — Congrès national des commissions départementales du travail à Paris.

*Autriche.* — Manifestation fasciste à Wiener-Neustadt.

MARDI 9. — Rentrée, sur ordre du Comité de grève, des grévistes du textile de Tourcoing.

*Chine.* — La nouvelle constitution chinoise est promulguée à Nankin.

### La fin des câbles télégraphiques

On sait les grands progrès accomplis ces dernières années dans la technique des ondes courtes. Les conséquences en seront considérables, si l'on en croit M. Bousquet, président de la *Compagnie Générale de T. S. F.*, qui s'est exprimé ainsi à la dernière assemblée générale de la société :

Les conséquences du nouvel état de choses créé par l'invention et l'application des ondes courtes sont d'une extraordinaire importance. Elles assurent à la radiotélégraphie la prédominance absolue dans l'industrie des communications internationales. Le volume de signaux transmis par l'onde courte dans une unité de temps n'est limité que par la rapidité des appareils. En fait elle dépasse déjà de près de mille la capacité moyenne des câbles sous-marins les plus perfectionnés.

Si on ajoute à cette cause de supériorité déjà capitale, la régularité des communications, la disparition « automatisée » ou « ultra-rationalisée » ne s'adapte pas de tous les éléments susceptibles de troubler le trafic, le prix extrêmement bas de l'exploitation, la réduction extrême des dépenses de premier établissement, on conclura sans doute que le câble ne peut plus affronter la concurrence avec l'onde électrique...

Cette première supériorité que notre Compagnie procure en T. S. F. aux Compagnies exploitantes au moyen des appareils parfaits qu'elle leur livre, elle va la conquérir dans un autre domaine qui va s'ouvrir demain à l'activité générale. Je veux parler de la radiotéléphonie.

Ce problème qui a absorbé pendant tant d'années l'attention des savants et des techniciens peut être considéré aujourd'hui comme tout à fait résolu, grâce à l'application des ondes courtes. Le 19 mars dernier, nous permettons à l'Administration française de communiquer téléphoniquement et librement avec Alger. Depuis quelques jours nous communiquons d'une façon quotidienne avec Saïgon. Nous pouvons dire par conséquent que lorsqu'on voudra, nous pourrons mettre à la disposition de l'organisme d'Etat ou privé, chargé d'ex-

ploiter la radiotéléphonie, moyennant une dépense relativement très faible, tous les moyens d'actions pour cela. ...D'ici peu de semaines l'exploitation d'une station radiotéléphonique sera livrée au public en Allemagne. Les communications se feront entre Berlin et Buenos-Aires. Dans un espace de temps aussi court nous verrons une communication identique entre Londres et New-York.

Ajoutons que cette suppression de l'utilité des câbles télégraphiques va porter un nouveau coup à l'Angleterre qui, propriétaire de presque tous les grands câbles océaniques, tirait de ce monopole de fait de précieux avantages. C'est comme une véritable gageure. Il n'est pas un des actuels progrès techniques qui ne tende à détruire la situation privilégiée que l'Angleterre avait acquise au siècle dernier.

\*\*

La machine conduit-elle le développement du machinisme, et le développement des trusts et cartels? Question d'importance à laquelle un économiste allemand donne la réponse que voici, d'après la revue allemande, *Die Bank* (août 28) :

Le 31 mai 1928, M. Schmalenbach, professeur d'économie industrielle à l'Université de Cologne, a développé, dans une conférence, certains principes, qui se rattachent aux célèbres théories de Karl Marx, mais qui les dépassent logiquement. Voici comment on pourrait les résumer : la mécanisation et l'automatisme croissants des entreprises les forcent à développer une capacité de production supérieure aux besoins des consommateurs, par conséquent exagérée. Elles ne peuvent échapper aux conséquences néfastes de cet état de choses, qu'en se groupant en cartels et en trusts, dont le rôle est de comprimer par contrainte la production au-dessous du niveau de la capacité de production. « L'automatisation conduit donc forcément à l'économie contrôlée. »

Voici par quelle voie M. Schmalenbach est parvenu à cette formule : plus les machines refoulent le travail manuel, et plus s'accroît la part des frais de production *fixes* (intérêt, amortissement, renouvellement) par rapport aux frais *proportionnels* qui consistent principalement en salaires. Comme il est nécessaire de recouvrer, en toutes circonstances, les frais fixes, il s'ensuit qu'une production, même si elle ne permet pas de récupérer intégralement le prix de revient, est malgré tout moins coûteuse que l'arrêt de la production. Il est plus avantageux de vendre au-dessous du prix de revient moyen, que de mettre en demi-sommeil une entreprise grevée de frais fixes élevés. Par conséquent, une entreprise à la demande, mais la dépense presque constamment. Pour lutter contre les effets de ce suréquipement et de la concurrence destructive qui en résulte, il n'existe qu'un seul moyen : limitation générale et égale de la production, par les accords du cartel, ou mise en sommeil des entreprises les moins efficaces, par les trusts.

\*\*

Le monopole allemand de la presse Dans *Monde*, une étude sur Hugenberg le « monopoliseur » de la presse allemande, auprès duquel notre *Coty* national n'est encore qu'un bien petit bonhomme :

Dans la lutte qu'il livre depuis sept ans pour s'assurer la prédominance sur l'opinion publique allemande, Alfred Hugenberg a remporté, l'an dernier, une victoire significative. La Compagnie U.F.A., la plus importante organisation cinématographique d'Allemagne, est devenue partie intégrante de sa machinerie politique.



L'organisation de l'U. F. A., fondée en partie avec l'appui de capitaux américains, comprend des ateliers, des manufactures et plus de cent trente théâtres; elle s'ajoute à la chaîne des journaux, magazines, correspondances, agences télégraphiques, maisons d'éditions, imprimeries et papeteries du groupe Hugenberg, et par cela même, étend son influence dans un nouveau domaine de propagande. La somme payée pour l'acquisition d'un intérêt prépondérant dans l'organisation U. F. A., aurait été de douze millions de marks-or; somme relativement modeste, si l'on considère la valeur publicitaire qui en découle.

Le grand orchestre est maintenant au complet; quand le docteur Hugenberg battra la mesure, la symphonie martiale du nationalisme allemand retentira sur tous les tons.

Le gouvernement républicain disposait de l'agence télégraphique Wolff; le docteur Hugenberg entreprit donc de transformer la « Telegraphen Union » en organisation similaire rivale. Il engagea partout des correspondants, dépensa de fortes sommes à la réorganisation des Services de l'Union, développant en même temps ceux qui assuraient sa propagande.

Il devint président de la « Vera », qui fournissait à la presse nationaliste son papier. Il étendit son influence, comme centre d'éditions et, par elle, contrôla une partie de la presse provinciale, lui fournissant une correspondance si habilement présentée qu'elle ne sut plus s'en passer. Il acheta la plus grande partie des actions de la Société Scherl, propriétaire du « Lokal-Anzeiger », un des journaux les plus influents de l'Allemagne et qui publie également une série de magazines à grand tirage.

A la mort d'Hugo Stinnes, les journaux que celui-ci avait possédés cherchèrent de nouveaux appuis, Hugenberg leur offrit son concours, en acheta plusieurs, entre autres, la « Deutsche-Allgemeine Zeitung », journal berlinois, qui fut pendant longtemps l'organe officiel du ministère allemand des Affaires étrangères. Bien qu'il n'eût jamais été journaliste, Hugenberg sentait les nouvelles tendances du journalisme allemand et, bien-tôt, il fut le plus américanisé parmi ses confrères, en fondant la « Nachtausgabe », journal boulevardier.

Son influence grandit de mois en mois. On calcule qu'il exerce son contrôle sur 1.200 journaux environ, et peut-être davantage, par l'intermédiaire de divers services. Toutefois, il n'en possède effectivement qu'une centaine. En 1925, la « Telegraphen Union », son agence télégraphique, avait quinze cents souscripteurs, soit 52 % du nombre total de journaux en Allemagne.

## SOUSCRIPTION POUR LA PROPAGANDE

Un groupe de camarades casquettiers : 90 francs.

### RELIQUAT DE LA SOUSCRIPTION WULLENS

Jacquet, 5 fr.; Morel, 5 fr.; Bailly, 5 fr. — Total: 15 fr.

### LES REUNIONS DE LA LIGUE SYNDICALISTE

La prochaine réunion de la Commission de la Ligue Syndicaliste aura lieu le vendredi 19 octobre, à 20 h. 30, 96, quai Jemmapes.

# ENTRE NOUS

## DES POSSIBLES ! DES POSSIBLES !

*Nous tâtons, en ce mois d'octobre, 1.200 abonnés possibles. Nous voulons en novembre recommencer sur un chiffre au moins semblable. Pour cela, nous comptons sur nos abonnés, sur nos amis de partout. Ce sont eux qui doivent nous signaler les camarades de leur entourage, de leur corporation, de leur région, qui sont susceptibles de s'intéresser à la R. P. Mais il faut constater qu'ils ne se pressent guère de nous envoyer leurs listes. Malgré notre appel du dernier numéro, il n'en est rentré que quelques-unes. Allons, faites vite, dès lecture de ce nouvel appel.*

*Signalons une initiative intéressante : L'avenir a adressé aux 26 abonnés du Rhône, une circulaire pour leur demander à chacun de lui fournir une liste de « possibles ». Il centraliserait ces listes, les collationnerait afin d'éviter les doubles envois, et nous fournirait une liste d'ensemble.*

*Sa circulaire contient quelques remarques originales :*

*Sur les 26 abonnés actuels du Rhône, il n'y a 14 instituteurs. La proportion paraît grande, mais 14 abonnés sur 1.500 syndiqués et 2.000 instituteurs, c'est insuffisant;*

*Restent 12 abonnés pour les autres corporations. C'est vraiment peu; il doit être facile de récolter de nombreux abonnés dans les milieux d'ouvriers, de parvains, de fonctionnaires.*

*Peu d'abonnés ont répondu à L'avenir tout de suite, comme il l'aurait fallu. Nous en connaissons qui ont trouvé l'idée intéressante, se sont promis d'écrire, mais ne l'ont pas encore fait; qu'ils se dépêchent de le faire, afin qu'en novembre nous puissions renouveler notre effort.*

*Un camarade par département qui ferait ce que L'avenir fait pour le Rhône, est-il impossible à dénicher? Evidemment, non. Alors qu'attendez-vous, amis connus et inconnus?*

## DES SOUS ! DES SOUS !

*Nous n'avons pas reçu non plus l'aide financière demandée, que nous escomptions et qui nous est absolument indispensable.*

*Avis encore aux abonnés de soutien qui sont en retard et à ceux qui peuvent doubler leur versement.*

*Il nous faut des souscriptions nombreuses; que chacun fasse l'effort correspondant à ses moyens; que ceux qui peuvent faire circuler une liste de souscription dans leur boîte ou leur syndicat, n'y manquent pas.*

*Et surtout que tous ceux dont l'abonnement est venu à expiration en octobre, ne nous fassent pas attendre leur renouvellement. Qu'ils passent à la poste, au lieu de nous obliger à faire passer le facteur chez eux. Ce sera une économie d'argent, de temps, pour nous, et pour eux aussi.*

### LES SOUSCRIPTIONS DE LA QUINZAINE

Allot (Finistère), 5; Mousseau (Seine), 31,50; Barat (Seine), 15; Maupieux (Seine), 20; Hairius (Seine), 20; De Groote (Seine), 10; Garsot (Seine), 5; Barbet (Somme), 5; Leblanc (Aisne), 60.  
Total : 171,50.

### LES ABONNEMENTS NOUVEAUX

Paris, 2; Seine, 1.  
Total : 3.



Le Gérant : V. GODONNÈCHE  
Imp. LABOR, 8, boul. de Vaugirard, Paris



# Les Editions de la Librairie du Travail

Victor Serge

## LÉNINE - 1917

Une brochure de 70 pages, consacrée exclusivement au Lénine de 1917, à celui qui, parti de Zurich où il avait mené l'opposition irréductible et intransigeante à l'Impérialisme, arriva à Moscou où dominaient l'incertitude, la confusion et le chaos, pour guider son Parti à l'assaut du pouvoir.

Victor Serge aurait pu intituler son œuvre : « Lénine vivant ». Pas d'exposé doctrinal, pas de discussions théoriques, pas de savantes et lourdes compilations. La vie d'un homme prodigieux, aux heures les plus prodigieuses de l'histoire d'un Proletariat qui a accompli des miracles, — d'un homme en qui on n'a jamais pu découvrir « aucune dissociation de l'action et de la pensée ».

PRIX : 2 FRANCS

Victor Serge

## LES COULISSES d'une SURETE GÉNÉRALE

Pour la première fois dans le Monde, grâce à la Révolution Russe, des révolutionnaires ont pu mettre la main sur les documents les plus secrets, sur les papiers les plus lourds de révélations d'un gouvernement autocratique. Nous avons déjà eu le « Livre Noir », composé avec les extraits des Archives diplomatiques russes.

Nous avons maintenant les « CoulisSES d'une Sûreté générale », composé avec les sales papiers de l'Okhrana russe.

La lecture d'une telle œuvre constitue l'une des plus belles leçons qu'un révolutionnaire puisse solliciter. Il est déjà des plus instructifs de connaître les procédés d'une police aussi savamment organisée que l'Okhrana. Mais il y a aussi des précisions curieuses sur la mentalité des indicateurs et des provocateurs employés. Il y a des conseils pratiques donnés à tous les révolutionnaires et inspirés par la lecture de ces documents. Il y a enfin une affirmation sérieusement établie qu'aucune répression ne peut empêcher la victoire de la Révolution.

PRIX : 4 FRANCS

Un Souvenir par jour

## PETIT CALENDRIER PROLÉTARIEN

Le Proletariat a son histoire, bien distincte, suffisamment lourde de lutte et d'héroïsme. Mais il ne la connaît pas. Et l'on ne s'inquiète pas d'en découvrir et d'en classer les éléments, avec une persévérance systématique.

Voilà cependant un premier essai dans ce domaine. En face de chaque date, l'auteur a noté un souvenir. Et il déclare qu'il n'a pas été commode de choisir cet anniversaire, tant notre histoire est déjà riche.

Mais les faits qu'il a notés suffisent pour fortifier nos espoirs.

PRIX : 1 FRANC

Vient de paraître :

FERNAND LORiot

## LES PROBLÈMES DE LA RÉVOLUTION PROLÉTARIENNE

Une brochure de 72 pages, prix..... 3 fr.

**Cette étude, qui ouvre la discussion sur des questions trop longtemps laissées dans l'ombre, doit être entre les mains de tous les militants.**

Prix spécial pour la diffusion : Dix exemplaires, franco : 20 fr.



Tél. Combat 08-02

R. C. 251.310



LIBRAIRIE DU TRAVAIL. 96, QUAI DE JEMMAPES. PARIS (10<sup>e</sup>)

Chèque postal

N° 43-08

Pour les bibliothèques de syndicats :

# LE PROBLÈME OUVRIER AUX ÉTATS-UNIS

par André PHILIP

Alcan, éditeur.

Prix : 50 francs.



Pour les bibliothèques de syndicats et de militants :

# LE CIMENT

par Fédor GLADKOV

Traduit du russe, par Victor Serge

« Editions Sociales Internationales », éditeur.

Prix : 18 francs.